

FINAL TECHNICAL REPORT_ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE STATISTIQUE ET D'ÉCONOMIE APPLIQUÉE

Nathaniel GBENRO

Nathaniel GBENRO

©2023, NATHANIEL GBENRO



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

*IDRC GRANT / SUBVENTION DU CRDI : - TAKING ADVANTAGE OF THE GENDER DIVIDEND TO ACCELERATE
ECONOMIC GROWTH IN ECOWAS*

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail

MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

Ecole Nationale Supérieure de Statistique et
d'Economie Appliquée



08 BP 3 ABIDJAN 08

TEL : (225) 22 27 44 08 42 / 22 27 48 32 00 / 22 27 48 32 32

FAX: (225) 22 44 39 88

Site Web : <https://www.ensea.ed.ci/>

Rapport d'activité du projet :

**« TIRER PROFIT DU DIVIDENDE GENRE POUR ACCÉLÉRER
LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ZONE CEDEAO »**

RAPPORT FINAL



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Octobre 2022

Table des matières

TABLE DES MATIERES	2
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
LISTE DES TABLES	5
LISTE DES FIGURES	5
SYNTHESE	7
1 INTRODUCTION	8
1.1 CONTEXTE DU PROJET	8
1.2 OBJECTIFS DU PROJET	11
1.3 EXTRANTS ATTENDUS	11
2 GOUVERNANCE ET ORGANISATION DU PROJET	12
2.1 EQUIPE DES CHERCHEURS	12
2.2 SUPPORT ADMINISTRATIF	13
3 BILAN DES ACTIVITES REALISEES	17
3.1 ACTIVITES SCIENTIFIQUES	17
3.1.1 ACTIVITES DE RECHERCHE AU SEIN DES EQUIPES	17
3.1.2 SEMINAIRES DE RECHERCHE	21
3.1.3 ATELIERS DE VALIDATION	21
3.1.4 CONFERENCE D'ABIDJAN SUR LES INEGALITES DE GENRE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE	26
3.1.5 PARTICIPATION A DES CONFERENCES ET SEMINAIRES EXTRA – INSTITUT	30
3.2 ACTIVITES ADMINISTRATIVES ET DE SUPPORT	31
3.2.1 CEREMONIE DE LANCEMENT	31
3.2.2 RENCONTRES DU COMITE DE PILOTAGE	34
3.2.3 CONCEPTION ET L'ANIMATION DU SITE WEB	37
3.2.4 ACQUISITION DE MATERIELS POUR LA RECHERCHE	38
3.3 PROTOCOLE D'ETHIQUE ET DE RECHERCHE	39
3.4 PRISE EN COMPTE DU GENRE	39
4 RESULTATS ET IMPACTS DU PROJET	40
4.1 PRODUCTION SCIENTIFIQUE	40
4.1.1 ANALYSE GENRE DES DEPENSES PUBLIQUES D'EDUCATION EN COTE D'IVOIRE	41
4.1.2 DEPENSES PUBLIQUES A CARACTERE SOCIAL ET INEGALITE DE GENRE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ;	41
4.1.3 INEGALITE DE GENRE SUR LE MARCHE DU TRAVAIL DANS LA CEDEAO : UNE ANALYSE DESCRIPTIVE	41
4.1.4 EMPLOIS A HAUT RISQUE DE VULNERABILITE, GENRE ET CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LA CEDEAO : LE CAS DES EMPLOIS FAMILIAUX NON REMUNERES ET INDEPENDANTS	42

4.1.5	LES CANAUX DE TRANSMISSION DE L'INEGALITE DE GENRE DE CAPITAL HUMAIN A LA CROISSANCE ECONOMIQUE	43
4.1.6	ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET INEGALITES DU GENRE DANS LES PAYS DE LA CEDEAO : UNE EVIDENCE EMPIRIQUE	43
4.1.7	CROISSANCE DU SECTEUR DES SERVICES ET PARTICIPATION DES FEMMES AU MARCHE DU TRAVAIL	43
4.1.8	IMPACT DES INEGALITES DE GENRE DANS L'EDUCATION SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS D'AFRIQUE DE L'OUEST	44
4.1.9	EFFECT OF DEMOGRAPHIC TRANSITION ON ECONOMIC GROWTH: DOES ECONOMIC FREEDOM MATTER? EVIDENCE FROM ECOWAS COUNTRIES	45
4.1.10	DETERMINANTS DE LA PARTICIPATION DES FEMMES AU MARCHE DU TRAVAIL DANS LA ZONE CEDEAO	45
4.1.11	NORMES SOCIALES, GENRE ET PARTICIPATION AU MARCHE DU TRAVAIL	45
4.1.12	INEGALITES DE GENRE ET DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE : CAS DES QUATRE GRANDES ECONOMIES DE LA ZONE CEDEAO	46
4.1.13	INEGALITES DE GENRE ET DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE : CAS DE LA COTE D'IVOIRE ET DU NIGERIA	46
4.1.14	TRANSFERTS DE FOND DES MIGRANTS (TFM) ET INEGALITE DE GENRE DE CAPITAL HUMAIN	47
4.2	ÉTAT DES THESES DES DOCTORANTS DU PROJET	49
4.2.1	PRESENTATION DE LA THESE ÉPIPHANE ET ETAT D'AVANCEMENT	50
4.2.2	PRESENTATION DE LA THESE BODY KISSI ET ETAT D'AVANCEMENT	51
4.2.3	PRESENTATION DE LA THESE ANNE OUATTARA ET ETAT D'AVANCEMENT	54
4.3	SYNTHESE DES CONTRIBUTIONS DES DIFFERENTS ARTICLES PAR AXE DU PROJET	55
4.4	INCITATION A ACTION DES POUVOIRS PUBLICS	59
4.5	EXTRANTS DU PROJET	61
5	<u>LES DIFFICULTES RENCONTREES</u>	<u>62</u>
6	<u>LES PERSPECTIVES DE POURSUITE DU PROJET</u>	<u>62</u>
7	<u>CONCLUSION</u>	<u>63</u>
	<u>ANNEXES</u>	<u>64</u>
	<u>ANNEXE : PERSONNES PRESENTE A LA REUNION DU CP</u>	<u>64</u>
	<u>ANNEXE : PROGRAMME DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE D'ABIDJAN</u>	<u>65</u>
	<u>ANNEXE : MATERIELS ACQUIS SUR LE PROJET</u>	<u>69</u>

Sigles et Abréviations

AMG	Augmented Mean Group
AS	L'Afrique Subsaharienne
BAD	Banque Africane de Developpement
BSG	Budgétisation Sensible au Genre
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CGECI	Confédération des Grandes Entreprises de Côte d'Ivoire
CP	Comité de Pilotage
CRDI	Centre de Recherches pour le Développement International
CRDI	Centre de Recherches pour le Développement International
DOLS	Méthode des Moindres Carrés Dynamiques
ENSEA	Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée
FMI	Fond Monétaire International
GII	Indice d'Inégalités de Genre
GMM	Méthode Des Moments Généralisés
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
ODD	Objectifs développement Durable
ONP	Office National de la Population
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unis pour le Developpement
PSE	Paris School of Economics
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africain

Liste des Tables

Tableau 1 : Les extrants attendus du projet.....	11
Tableau 2 : Le Comité de Pilotage	12
Tableau 3 : Présentation de l'équipe de recherche	13
Tableau 4 :Le Comité Administration et Finance	14
Tableau 5 : Répartition des chercheurs par axe de recherche	17
Tableau 6 : Répartition des thématiques de recherche par axe	18
Tableau 7 : Déroulé des séminaires de travail.....	22
Tableau 8 Liste de quelques participations à des conférences, ateliers, et colloques	30
Tableau 9 : Point des échanges du CP.....	35
Tableau 10 : Point des réalisations sur le projet.....	48
Tableau 11 :Etat des travaux de thèse des doctorants	49
Tableau 12 : Les extrants obtenus du projet.....	61
Tableau 13 :Liste des personnes présentes au CP du 11 Mai 2021.....	64

Liste des Figures

Figure 1 : Organisation de l'équipe projet.....	14
Figure 2 : Présentation de l'équipe des chercheurs	15
Figure 3 : Template pour les documents de travail	20
Figure 4 : Participation d'un chercheur du projet à une conférence	30
Figure 5 : Photo de famille à la fin de la cérémonie de lancement du projet	33
Figure 6 : Site Web du projet disponible à l'adresse : https://www.projetscrdi.ensea.ed.ci/	38
Figure 7 : Exemple de matériels acquis sur le projet	38
Figure 8 : Résultats Partiels du sondage à la suite du colloque international d'Abidjan.....	60

A PROPOS DE L'ENSEA

Créée en 1961, l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan est un Établissement Public National d'enseignement supérieur et de recherche dont la vocation est d'assurer la formation des statisticiens des pays africains. A ce jour, elle a formé plus de 4 000 statisticiens issus de plus de vingt (20) pays d'Afrique et Haïti.

La qualité de sa formation et le rayonnement de ses activités dans le domaine de la Statistique lui ont permis d'obtenir en 2005 le label « Centre d'Excellence Régional » de l'UEMOA et celui de « Centre d'Excellence Africain » de la Banque Mondiale en 2015.

Meilleure administration publique de Côte d'Ivoire en 2017, l'ENSEA d'Abidjan est membre de l'AUF et du Réseau des Écoles de Statistique Africaines (RESA).

Elle est membre fondateur du Groupe africain sur la formation statistique et les ressources humaines (AGROST), du Global Network of Institutions for Statistical Training (GIST) ainsi que l'Institut Panafricain de la Gouvernance Économique et Financière (IPAGEF).

L'ENSEA d'Abidjan est la première école de formation en Statistique de l'Afrique. Depuis sa création, elle a maintenu le de l'excellence dans la formation qu'elle dispense pour les cadres moyens issus de 27 pays africains. La formation à l'ENSEA est dispensée selon trois (3) modes : la formation initiale, la formation continue et la formation en ligne. L'entrée à l'ENSEA se fait exclusivement par voie de concours.

Synthèse

Ce rapport présente le bilan de la mise en œuvre du projet intitulé « *Tirer Profit du Dividende Genre pour Accélérer la croissance Économique en zone CEDEAO* », mis en œuvre par L'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA) et financé par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada. Ce projet vise à contribuer à la définition et à la mise en œuvre de stratégies et de politiques permettant aux économies de la CEDEAO de tirer profit des avantages reproductifs du dividende genre pour accélérer la croissance et le développement économique. Le projet s'inscrit dans le débat actuel sur l'égalité des genres dans une perspective macroéconomique pour la prise de décision publique.

Pour atteindre les objectifs du projet, l'équipe a adopté une stratégie d'organisation en trois axes de recherche. Ces trois axes de recherche ont été définis en lien avec les différents objectifs spécifiques du projet. Ces axes ont analysé respectivement (i) le lien entre les tendances démographiques, les inégalités de genre et la croissance économique ; (ii) l'inégalité de genre sur le marché du travail et la croissance économique et (iii) l'impact de la budgétisation sensible au genre sur la croissance économique.

Du point de vue des extrants, l'on peut noter, la production d'un desktop reviews, de la production d'une quinzaine de document de travail, des articles en voie de publication, et d'une formation à l'endroit de jeunes chercheurs par le biais d'une initiation de trois (3) doctorats en cours (dont 1 a soutenu, 1 en instruction et 1 en voie de finalisation). Aussi, l'implication des acteurs des administrations publiques, des membres des ministères et organismes de la sous-région avait pour objectif d'influer sur les politiques en faveur de la réduction des inégalités du genre.

Au terme de la mise en œuvre de ce projet de recherche, des connaissances sur les inégalités de genre ont été produites dans l'espace CEDEAO et des mesures qui pourraient être adoptées non seulement pour réduire les inégalités mais également tirer profit du dividende genre, ont été proposées dans les divers travaux de recherche.

1 Introduction

1.1 Contexte du projet

L'Afrique Subsaharienne a enregistré de très grandes performances au cours des années (2000 - 2015). Durant cette période, elle a représenté la deuxième région du monde ayant connu la croissance économique la plus rapide, après l'Asie du Sud-est. En effet, le taux de croissance du produit intérieur brut réel (PIB réel) est estimé à 5% entre 2000 et 2015. Malgré l'effet dépressif sur l'activité économique de la baisse des cours du pétrole puis des matières premières non énergétiques observées à la fin de l'année 2015 et surtout en 2016, les économies de l'Afrique subsaharienne ont rebondi en 2017 grâce à l'amélioration de la gestion macroéconomique, à la qualité de la gouvernance et à la mise en œuvre de réformes structurelles (FMI, 2016).

Cependant, les performances économiques enregistrées au cours de la période 2000 - 2015 ne se sont pas traduites en progrès sociaux, notamment en termes de développement humain, de réduction de la pauvreté et des inégalités. En effet, près de deux personnes sur trois vivent encore avec moins de 2 dollars américains par jour. En outre, les privations persistent dans la plupart des pays de la région. L'Afrique Subsaharienne demeure, avec l'Amérique Latine, les régions les plus inégalitaires du monde. Bien que la croissance vigoureuse de ces quinze dernières années se soit traduite par une augmentation du revenu par habitant en Afrique subsaharienne, l'inégalité de revenu à l'intérieur des pays n'a pas diminué, mais augmente ou s'aggrave dans de nombreux pays de la région. De plus, l'inégalité entre les femmes et les hommes a reculé moins vite que dans les autres régions (PNUD, 2016 ; BAD, 2016). Seulement 17% des femmes en Afrique subsaharienne sont des travailleurs rémunérés et salariés, contre 31% des hommes dans la région.

De nombreux défis, notamment démographiques persistent. La croissance démographique se poursuit à un rythme soutenu. En effet, la baisse de la fécondité amorcée à la fin des années 1980 reste lente alors même que la mortalité juvénile se réduit à un rythme élevé depuis les années 1950, avec les progrès dans le domaine de la santé. De plus, près de 1500 femmes meurent chaque jour en Afrique subsaharienne en donnant la vie. En outre, plus de 100 enfants sur 1000 décèdent avant l'âge de cinq ans dans la plupart des pays de la région, notamment en raison de la récurrence d'épidémies telles que la méningite, le choléra, la rougeole et la dengue.

La croissance démographique rapide de l'Afrique subsaharienne compromet considérablement le rythme d'accumulation des richesses par habitant dans la plupart des pays de la région. Par ailleurs, l'Afrique subsaharienne dispose de la population la plus jeune au monde, car environ les deux tiers de

sa population totale sont âgés de moins de 25 ans. En outre, le faible niveau du capital humain représente un défi majeur pour la région, qui ne cesse de s'accroître puisque les jeunes cohortes deviennent de plus en plus nombreuses. La forte population des jeunes explique les taux élevés de dépendance démographique en Afrique subsaharienne, ce qui occasionne une saturation des marchés du travail, le sous-emploi et le chômage en étant les caractéristiques majeures. Les migrations internes, surtout de jeunes, engendrent une urbanisation rapide surtout dans les villes à forte activité économique.

Cependant, les situations sont diverses et varient d'un pays à un autre. En effet, certains pays ont déjà enregistré une baisse significative de leur fécondité, alors que dans de nombreux autres pays, la fécondité se maintient à des niveaux très élevés ou a cessé de baisser prématurément. Au regard des questions de population et de santé reproductive, l'Afrique de l'Ouest est récemment devenue une priorité dans le contexte plus large du continent subsaharien. En effet, les 15 pays de l'Afrique de l'Ouest comptent plus de 335 millions d'habitants, une population caractérisée par sa jeunesse, environ 50% ayant moins de 19 ans. En Afrique de l'Ouest, la fécondité reste encore élevée (5,8 enfants par femme au Burkina Faso, 6,9 enfants par femme au Mali, 7,6 enfants par femme au Niger en 2015 par exemple) et la transition démographique très lente, ce qui est à l'origine de la croissance très rapide de sa population (4,1% au Niger en 2016, 3% au Mali, 2,6% au Nigeria). Avec les taux de fécondité actuels, cette population pourrait doubler d'ici 2050. Par ailleurs, 25% à 30% des femmes de la zone ont des besoins non satisfaits en planification familiale. Les niveaux et la composition du capital humain demeurent en défaveur de la femme dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. En effet, le taux brut de scolarisation pour la jeune fille reste encore faible dans de nombreux pays de la zone : 14% au Niger, 16% au Burkina Faso, 25% en Côte d'Ivoire. Il en est de même du taux d'alphabétisation des jeunes filles de 15 à 24 ans qui est estimé à 23% au Niger, 33% au Burkina Faso et 39% au Mali. Par ailleurs, de nombreuses grossesses sont observées à l'adolescence en raison de mariage précoce et forcé : âge médian en premières noces de 15,7 ans au Niger et 16,6 ans au Mali. De nombreux progrès restent à accomplir en ce qui concerne l'autonomisation des femmes et la santé maternelle et infantile. L'accès aux services de bases des femmes et des filles demeure une préoccupation majeure, rendu difficile par l'insuffisance de la couverture sanitaire, une insuffisance dans la prévention et la prise en charge dans des cas de complications post-partum. La pratique des mutilations génitales féminines participe à l'augmentation de la morbidité et la mortalité chez la femme dans de nombreux pays de la zone. Par ailleurs, l'utilisation par les femmes des méthodes contraceptives modernes reste encore faible.

Au regard des menaces que peut représenter une explosion démographique incontrôlée, les chefs d'État de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'étaient engagés en avril 2001 à Abuja, à consacrer 15% de leurs budgets nationaux au secteur de la santé, ainsi que la suppression des frais imposés aux utilisateurs pour les soins de santé à travers des systèmes de couverture sanitaire universelle et la gratuité des soins à destination de populations cibles. Cependant, à la pratique, les budgets alloués à la santé demeurent insuffisants et à ce jour, aucun pays n'est parvenu à respecter l'engagement d'Abuja. Ainsi, les taux de croissance démographique élevés semblent compromettre les efforts de développement et ne permettent pas aux pays de bénéficier de dividende démographique. L'expérience asiatique indique pourtant des gains économiques importants résultant de l'accélération rapide de la transition démographique.

Ainsi, comment créer le dividende genre pour accélérer la croissance économique des pays de la région ? Quels sont les facteurs déterminants pour la création du dividende genre ? Comment la prise en compte du genre dans les politiques publiques peut-elle contribuer à maximiser le dividende genre ? Quel est le lien entre la réduction de l'inégalité de genre, la participation des femmes au marché du travail, la budgétisation sensible au genre et la croissance économique ? Autrement dit, comment capitaliser sur la participation des femmes pour accélérer la croissance économique ?

Fort de ce constat, l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA) a sollicité et obtenu de la part du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada, le financement du projet intitulé « ***Tirer Profit du Dividende Genre pour Accélérer la croissance Économique en zone CEDEAO*** ». Ce projet vise à contribuer à la définition et à la mise en œuvre de stratégies et de politiques permettant aux économies de la CEDEAO de tirer profit des avantages reproductifs du dividende genre pour accélérer la croissance et le développement économique. Le projet s'inscrit dans le débat actuel sur l'égalité des genres dans une perspective macroéconomique pour la prise de décision publique. Plus spécifiquement, cette étude ambitionne d'analyser de façon détaillée les gains de croissance issus de la réduction des inégalités de genre dans les pays de la CEDEAO. La contribution de ce projet est, d'une part, de mettre en évidence l'hétérogénéité en matière d'inégalité de genre dans la région ouest-africaine et d'autre part, d'estimer les gains potentiels d'une réduction des inégalités de genre dans chaque pays et pour des secteurs d'activités.

Le présent rapport présente le bilan de mise en œuvre du projet. Il est structuré en cinq grandes parties. Après le rappel des objectifs du projet ainsi que des extrants dans la section 1, la deuxième section (2) présente la gouvernance et l'organisation du projet. La section trois (3) présente le bilan des

activités tandis que la section quatre (4) présente les principaux résultats. Enfin, la cinquième et dernière section aborde les difficultés et les perspectives de poursuite du projet.

1.2 Objectifs du projet

L'objectif principal de ce projet **vis**e à évaluer les conditions nécessaires pour maximiser la contribution des femmes à la croissance économique et au développement des pays membres de la CEDEAO. Cette analyse de la maximisation de la contribution de la femme à la croissance économique **s'articule** autour de trois objectifs spécifiques que sont :

- (i) Étudier le lien entre les tendances démographiques, les inégalités de genre et la croissance économique ;
- (ii) Analyser les inégalités de genre sur le marché du travail et la croissance économique et
- (iii) Effectuer une analyse de l'impact de la budgétisation sensible au genre sur la croissance économique.

1.3 Extrants attendus

Les extrants attendus du projet étaient principalement des articles scientifiques, des publications, des rapports, des policy briefs et Desktop reviews pour la zone CEDEAO, la création d'une page web et la construction d'une base de données statistiques. La composition et la répartition de ces extrants sont synthétisées dans le **Tableau 1**. Toutes ces activités devraient in fine permettre d'influencer les politiques publiques sur la question du genre dans l'espace CEDEAO.

Tableau 1 : Les extrants attendus du projet

EXTRANTS	Unité	Total
Elaboration d'une page web pour communiquer sur le projet	1	1
Base de données statistiques	1	1
Desktop Review	1	1
2 Articles par chercheur*	7	14
2 Articles de thèse par doctorant*	2	4
1 publication ou acceptation de publication par chercheur avant la fin du projet	1	7
Rapports semestriels	2	6
Policy briefs (1 par chercheur pour les ateliers à mi-parcours et 1 par chercheur pour l'atelier à la fin du projet)	7	14
Rapport général du projet	1	1

* les articles sont soit des documents de travail soit des travaux publiés dans des revues à comité de lecture.

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

2 Gouvernance et organisation du projet

Pour la gestion du projet, une organisation a été mise en place. Celle-ci comprends deux comités administratifs (le comité de pilotage et le comité d'administration) et deux comités techniques (le comité scientifique et l'équipe de recherche).

Le comité de pilotage est composé de membres de divers ministères. La présidence de ce comité est assurée par le ministère du Plan et du développement. La composition du comité de pilotage est la suivante :

Tableau 2 : Le Comité de Pilotage

Structure	Fonction
Présidence	
Ministère du Plan et du Développement	Directeur de Cabinet
Membres	
Ministre de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique	Directeur du Cabinet
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche scientifique	Directeur du Cabinet
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	Directeur du Cabinet
Ministère de l'Economie et des Finances	Directeur de Cabinet
Office National de la Population	Directeur Général
ENSEA	Directeur
Convention de la société civile	Coordinateur
CGECI	Directeur Exécutif
Unité d'Analyse des Politiques Economiques (CEDEAO)	Directeur

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

2.1 Equipe des chercheurs

Les activités de recherche ont été menées par une équipe d'une douzaine de chercheurs. L'assurance qualité des travaux a été assurée par un comité scientifique composé de chercheurs de différents domaines et de l'équipe de recherche. La composition des chercheurs est donnée ci-dessous :

Tableau 3 : Présentation de l'équipe de recherche

<i>Chercheurs</i>	<i>KOUADIO K. Hugues</i>
	ESSO Loesse Jacques
	MOUSSA K. Richard
	GBENRO Nathaniel
	FE D. Charles
	SORO Nahoua Marie Judith
	KANGA Kouamé Désiré
	MOSSO Addy Rosine
	KOUASSI Romain
	IRENNE Kadi
<i>Doctorants</i>	OUATTARA Anne
	MARAHOUA Epiphane
	Body Sandrine Kissi

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

Les non-membres de l'ENSEA ayant participé à la révision des travaux sont :

- Denis Cogneau Professeur à PSE, Directeur d'études EHESS et Directeur de recherche IRD ;
- François Fontaine Professeur à PSE, Université Paris Panthéon-Sorbonne
- Gabrielle Picone ; Professeur, Université Floride du Sud
- Ngimkeu Pierre ; Professeur Assistant, Georgia State Université
- Charles Adjasi Professeur, Université de Stellenbosch Business
- Alain Desdoigts Professeur à PSE, Université Paris Panthéon-Sorbonne
- Charlotte Guénard Professeur Assistant, Université Paris Panthéon-Sorbonne
- Stéphanie Dos Santos Docteur, Institut de Recherche pour le Développement (IRD)
- Kamgna Severin Yves Conseiller résident, AFRITAC
- Wayack Madeleine Docteur, Université Joseph-Ki-Zerbo

2.2 Support administratif

Pour la gestion au quotidien du projet, un comité d'administration a été mis en place (cf. tableau ci-dessous). Ce comité comprend, outre le responsable administratif qui est le directeur de l'ENSEA, un secrétariat permanent, des chargés de la valorisation des travaux, des chargés du suivi-évaluation et d'un service finance et comptabilité.

Tableau 4 : Le Comité Administration et Finance

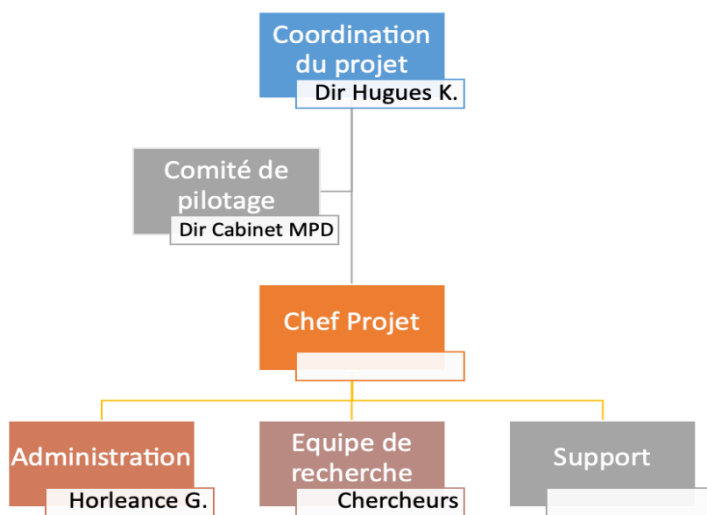
Titre	Nom et Prénoms
<i>Responsable administratif</i>	KOUASSI Kouadio Hugues
<i>Chef du projet</i>	ESSO Loesse Jacques
<i>Chef de projet Adjoint</i>	MOUSSA K. Richard
<i>Secrétariat Permanent</i>	MOUSSA K. Richard
	GBENRO Nathaniel
<i>Responsables de la valorisation des travaux</i>	MOUSSA Kouamé Richard
	GAKPA Lewis
<i>Comptabilité</i>	Agent Comptable ENSEA
	Assistant comptable ENSEA
<i>Finance</i>	Contrôleur budgétaire ENSEA
	Assistant financier ENSEA
	Assistant passation de marché ENSEA

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

En plus de ce personnel, le personnel de l'ENSEA a été d'un appui inestimable pour la réalisation de ce projet. Les personnels mobilisés en plus de ceux listés plus haut sont des départements suivants : le service informatique, le secrétariat de la direction et le service communication.

La figure suivante pourrait résumer l'organisation mise en place :

Figure 1 : Organisation de l'équipe projet



Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

De même, l'ensemble des chercheurs est présenté ci-dessous :

Figure 2 : Présentation de l'équipe des chercheurs



HUGUES KOUADIO
Coordonnateur Administratif



MOSSO ADDY ROSINE
Chercheur



ESSO JACQUES
Chef de projet



SORO NAHOUA M.J
Chercheur



FE D. CHARLES
Chercheur



KISSI BODY SANDRINE
Doctorante



MOUSSA K. RICHARD
Chercheur



OUATTARA ANNE
Doctorante



EPIPHANE
Doctorant



IRENNE
Chercheur



KANGA DESIRE
Chercheur



GAKPA LEWIS
Chercheur



GBENRO NATHANIEL
Chercheur



KOUASSI ROMAIN
Chercheur

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

3 Bilan des activités réalisées

3.1 Activités scientifiques

3.1.1 Activités de recherche au sein des équipes

L'équipe projet a été organisée en groupe de travail pour mener à bien ses travaux. En effet, pour mieux conduire les analyses, trois axes de recherche ont été définis en lien avec les différents objectifs spécifiques du projet. Ces différents groupes ont analysé respectivement (i) le lien entre les tendances démographiques, les inégalités de genre et la croissance économique ; (ii) l'inégalité de genre sur le marché du travail et la croissance économique et (iii) l'impact de la budgétisation sensible au genre sur la croissance économique. La répartition des chercheurs par axes est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 5 : Répartition des chercheurs par axe de recherche

Axe	Chercheurs
Tendance démographique, inégalité de genre et croissance économique	○ Kouadio Kouassi hugues ○ Fe Doukoure. Charles ○ Gakpa Lewis ○ Kouassi Romain ○ Marahoua Epiphane
Inégalité de genre sur le marché du travail et la croissance économique	○ Kanga Desiré ○ Soro Nahoua ○ Mosso Rosine ○ Anne Ouattara ○ Irenée Kadi
Budgétisation sensible au genre sur la croissance économique	○ Ezzo Loesse Jacques ○ Moussa Kouamé Richard ○ Gbenro Nathaniel ○ Body Kissi Sandrine

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

Le premier axe a analysé le lien entre les tendances démographiques, et les inégalités de genre en identifiant, par ailleurs, les conditions nécessaires pour que la sous-région ouest africaine tire profit de la transition démographique en cours d'une part et d'autre part la transition de genre. Les facteurs déterminants de la transition démographique et leur effet sur la réduction des inégalités de genre sur le marché du travail ont également fait l'objet d'analyse.

Le second axe a étudié la participation de la femme à la production via leur participation au marché du travail. Les facteurs d'accélération de la transition démographique ont été pris en compte dans l'analyse des déterminants de la participation des femmes au marché du travail. Plus explicitement, il s'est agi de dresser un état des lieux de la participation des femmes au marché du travail en Afrique de l'Ouest et le profil des femmes participantes. Une analyse des déterminants de la participation des femmes au marché du travail, de l'entrepreneuriat des femmes, et de la productivité des entreprises gérées par les femmes a été faite.

Enfin, le troisième axe a étudié la réduction des inégalités en lien avec la budgétisation sensible au genre. La prise en compte de la question du genre dans la politique budgétaire en vue de la réduction des inégalités a été étudiée. Dans un premier temps, il a été dressé un état des lieux des initiatives budgétaires sexo-spécifiques dans l'espace CEDEAO. Des analyses des gains de réduction d'inégalité par l'adoption de la BSG ont été étudiées.

Ainsi, les thématiques de recherche ont été organisées selon les axes définis ci-dessus.

Tableau 6 : Répartition des thématiques de recherche par axe

Axe	Thèmes de recherche
Tendance démographique, inégalité de genre et croissance économique	1. Transition démographique et croissance économique dans les pays de la CEDEAO 2. Effets des inégalités de genre dans l'éducation sur la croissance économique : cas des pays de la CEDEAO Projet de thèse : Inégalité du genre et croissance économique en Côte d'Ivoire.
Inégalité de genre sur le marché du travail et la croissance économique	1. Genre, production du secteur des services et croissance économique 2. L'importance du genre dans le dividende démographique en Côte d'Ivoire Projet de thèse : Egalité du genre sur le marché du travail et croissance économique dans la zone CEDEAO
Budgétisation sensible au genre sur la croissance économique	1. Revue des initiatives de budgétisation sensible au genre au sein des économies de la CEDEAO ; 2. Budgétisation sensible au genre, croissance économique et réduction des inégalités ; 3. Analyse genre des budgets des économies de la CEDEAO : évidence concernant les secteurs d'éducation et de santé. Projet de thèse : Budgétisation sensible au genre et croissance économique en Côte d'Ivoire.

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

Enfin, pur assurer la cohérence ainsi que la visibilité des travaux, un Template de présentation des travaux a été élaboré (cf. Figure 3).

Figure 3 : Template pour les documents de travail

ENSEA-CRDI: SERIES ARTICLE
Genre et BSG

Analyse genre des dépenses publiques d'éducation en Côte d'Ivoire

Nathaniel GBENRO^{1,2†} | Richard K. MOUSSA^{1*}

¹ Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA), Abidjan, Côte d'Ivoire

² Laboratoire Thema, Université Cergy-Pontoise

Correspondence
Richard K. MOUSSA
Email: richard.moussa@ensea.ed.ci

Present address
* richard.moussa@ensea.ed.ci
† nathaniel.gbenro@ensea.ed.ci

Funding information
CRDI, Centre de Recherches pour le Développement International, Grant/Award Numbers: 108762

Cet article propose une analyse ex post de la sensibilité du budget de l'éducation aux aspects du genre en Côte d'Ivoire. A cet effet, il utilise les données de l'enquête niveau de vie des ménages de 2015 combinées avec les données des annuaires de l'éducation et du budget pour mettre en exergue les progrès effectués en matière de budgétisation sensible au genre dans le secteur de l'éducation et analyser les disparités régionales et selon le niveau de revenu. Il ressort que la marche vers l'égalité est lente dans l'ensemble, avec un gain de cinq points de pourcentage en 20 ans (1995-2015). Toutefois, les milieux ruraux et les quintiles les plus pauvres sont ceux pour lesquels l'on enregistre une forte réduction des inégalités filles-garçons dans l'allocation des subventions d'éducation. De plus, la situation est plus proche de l'égalité au niveau du primaire que du secondaire.

KEYWORDS
Budgétisation sensible au genre (BSG), Education

JEL
H61, I24

*† Les auteurs ont contribué de manière égale à l'ensemble du travail.

1

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

3.1.2 Séminaires de recherche

Des séminaires de recherche ont été organisés afin de rendre dynamique la recherche tout au long du projet. Ces séminaires, d'une durée d'une heure et trente minutes (1h30mns), se tiennent deux fois par mois (les mardis en quinze) dans les locaux de l'ENSEA avec connexion en ligne pour les chercheurs n'étant pas à Abidjan. Il s'agit d'un cadre d'échanges et de travail qui implique tous les chercheurs travaillant sur le projet. Chaque séance a été dédiée aux travaux d'un chercheur. Cela permettait au chercheur – présentateur de bénéficier des suggestions des pairs, améliorant de cette façon la qualité des travaux. Au total, une trentaine de séances ont été organisées durant la durée du projet, parmi lesquelles trois ont été dédiées aux discussions générales.

3.1.3 Ateliers de validation

Plusieurs ateliers de validation/rédaction ont été organisés pour permettre aux chercheurs d'avancer voire finaliser les projets de papier. Le tableau ci-dessous résume l'ensemble des ateliers ayant été organisés :

Tableau 7 : Déroulé des séminaires de travail

DATE	LIEU	PERIODE	OBJECTIFS & SYNTHESSES
Février 2020	Complexe Hôtelier Akparo de Dabou	19 au 24 Février 2020	L'objectif général de cet atelier de travail était de permettre aux équipes de recherche d'affiner les idées de recherche sur les différentes thématiques choisies et de travailler à la finalisation des premiers livrables du projet. De manière spécifique, il s'est agi de : • Faire le point de l'avancement des travaux de recherche sur chaque thématique ; • Poursuivre les travaux en cours ; • Exploiter la base de données des ressources documentaires pour enrichir les travaux ; • Finaliser le « desktop review » pour chaque objectif spécifique du projet • Discuter des différentes options pour la poursuite des travaux dans le cadre du projet.
Août 2020	Complexe Hôtelier Akparo de Dabou	3 au 9 août 2020	L'objectif général de cet atelier de travail a été de permettre aux équipes de recherche de proposer les premiers articles, fruits des réflexions en cours et de travailler à affiner les idées de recherche sur les différentes thématiques choisies pour les seconds articles. De manière spécifique, il s'est agi de : • Faire le point de l'avancement des travaux de recherche sur chaque thématique ; • Disposer de drafts d'articles ; • Procéder aux relectures pour la validation des drafts d'articles ; • Discuter des différentes pistes pour la seconde série de documents de travail

Septembre 2020	Hôtel Mantchan de Grand Bassam	21 au 27 septembre 2020	L'objectif général de cet atelier de travail a été de permettre aux équipes de recherche d'affiner les idées de recherche sur les différentes thématiques choisies et de travailler à l'avancement des deuxièmes livrables du projet. De manière spécifique, il s'est agi de : • Faire le point de l'avancement des travaux de recherche sur chaque thématique ; • Poursuivre les travaux en cours ; • Exploiter la base de données des ressources documentaires pour enrichir les travaux ; • Discuter des différentes options pour la poursuite des travaux dans le cadre du projet
Mars 2021	Hôtel Grand Roi de Jacqueville	21 au 28 mars 2021	L'objectif de cet atelier de travail a été de permettre aux différents chercheurs d'effectuer les corrections nécessaires à l'améliorations de la qualité de leur premier livrable du projet et aussi d'exposer sur l'avancement des deuxièmes articles de recherche. De manière spécifique, il s'est agi de : • Faire le point des corrections apportées aux premiers articles ; • Faire le point de l'avancement des travaux de recherche sur les nouvelles thématiques ; • Poursuivre les travaux en cours ; • Exploiter la base de données des ressources documentaires pour enrichir les travaux ; • Discuter des différentes options pour la poursuite des travaux dans le cadre du projet.

Septembre 2021	N'SA Hôtel de Grand Bassam	26 au 03 septembre 2021	L'objectif général de cet atelier de travail a été de permettre aux équipes de recherche de travailler sur les deuxièmes ou troisièmes documents de travail, selon l'avancement de chaque chercheur. De manière spécifique, il s'est agi de : • Faire le point des corrections apportées aux précédents articles ; • Faire le point de l'avancement des travaux de recherche sur les nouvelles thématiques ; • Poursuivre les travaux en cours ; • Exploiter la base de données des ressources documentaires pour enrichir les travaux ; • Discuter des différentes options pour la poursuite des travaux dans le cadre du projet.
Février 2022	Hôtel International de Grand Bassam	21 au 27 février 2022	L'objectif général de cet atelier de travail a été de permettre aux équipes de recherche d'achever leurs travaux en cours sur les différentes thématiques choisies afin de les soumettre dans des revues internationales à comité de lecture. De manière spécifique, il s'est agi de : • Faire le point de l'avancement des travaux de recherche sur chaque thématique ; • Poursuivre les travaux en cours ; • Intégrer les observations reçues des reviseurs externes • Exploiter la base de données des ressources documentaires pour enrichir les travaux ; • Préparer les notes de politique (Policy Brief) • Discuter des différentes options pour la poursuite des travaux dans le cadre du projet. • Soumettre les papiers à des revues.

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA



**COLLOQUE
INTERNATIONAL
SUR LE GENRE ET
LA CROISSANCE**

ODD 5

THÈME:
**ÉGALITÉS DE GENRE POUR
UNE CROISSANCE
ACCÉLÉRÉE EN ZONE UEMOA**
Sur quels leviers agir ?

25 – 26 novembre 2021

Maison du patronat CGECI, Abidjan Côte d'Ivoire



MINISTÈRE DU PLAN
ET DU DÉVELOPPEMENT



IDRC · CRDI
Canada

3.1.4 Conférence d'Abidjan sur les inégalités de genre et la croissance économique

Les 25 et 26 novembre 2021, s'est tenu à la Maison du patronat CGECI à Abidjan, un Colloque



International sur le Genre et la croissance autour du thème : « Égalités de genre pour une croissance accélérée en zone UEMOA : sur quels leviers agir ? ». Cet événement a été organisé

conjointement par l'Union Économique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA) et l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA), avec le soutien du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI).

Le colloque a regroupé une septantaine de participants dont les organisations de la société civile, les ministères en charge de la planification, de l'économie, du budget et les ministères en charge de la promotion du genre, les représentants des organismes internationaux, des médias, venus des 8 pays de l'UEMOA. La liste détaillée des participants se trouve en annexe 1.

Cette rencontre de haut niveau avait pour objectif de promouvoir la prise en compte des considérations de genre et d'inclusion dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques en vue d'une accélération de la croissance dans l'espace communautaire. Il s'agissait notamment :

- d'identifier les leviers sur lesquels il faut agir en matière de réduction des inégalités de genre pour booster la croissance économique ;
- d'établir la passerelle entre les chercheurs et les décideurs chargés de la gestion des politiques publiques en offrant une plateforme d'échanges entre des cadres de l'administration publique de secteurs pertinents, les acteurs de la société civile, du secteur privé et des chercheurs ;
- de permettre une appropriation des résultats de recherche par les responsables de politiques publiques d'une part, et d'autre part, une meilleure prise de conscience des grands enjeux de politiques publiques de l'heure par la communauté scientifique ;
- d'apporter une grande visibilité, à la Commission de l'UEMOA et aux États membres de l'espace, en termes d'efforts réalisés sur la promotion du Genre au sein de l'Union.

Conformément au programme de la conférence, celle-ci s'est déroulée en session plénière par des présentations des résultats des recherches de l'équipe du Projet CRDI : « Tirer profit du dividende genre pour accélérer la croissance économique en zone CEDEAO » qui ont introduit des discussions des panels d'experts de la commission de l'UEMOA, du Ministère de la Famille, de la femme et de l'enfant, des organismes internationaux (OIT, ONU FEMMES etc.) et des chercheurs. Ces présentations ont été précédées par une cérémonie d'ouverture au cours de laquelle plusieurs personnalités ont donné un discours.

Le colloque était articulé en six (6) panels se déclinant comme suit :

- (i) Inégalités de genre et autonomisation de la femme en Afrique de l'Ouest : Un état des lieux ;
- (ii) (Budgétisation sensible au genre et croissance économique dans l'UEMOA ;
- (iii) Travail non rémunéré, segmentation du marché du travail, genre et croissance économique ;
- (iv) Dividende démographique, genre et croissance économique ;
- (v) Genre, données statistiques et planification de l'action publique ;
- (vi) Investir dans la petite enfance pour libérer la femme.

La cérémonie officielle d'ouverture a débuté par les mots de bienvenue du Directeur de l'ENSEA, et s'est poursuivie par les discours de l'ambassadeur du Canada à Abidjan, du Commissaire du Développement Humain de l'UEMOA et les mots d'ouverture du représentant de Mme le Ministre du Plan et du Développement. L'allocution du Directeur de cabinet de Mme la Ministre du Plan et du Développement a été suivie de la prise d'une photo de famille qui a permis aux officiels de se retirer et aux participants de prendre la pause-café. Il s'en est suivi une série de sept (7) panels conformément au programme en annexe. De cette conférence, il en est ressorti les recommandations suivantes :

À l'endroit de la commission de l'UEMOA

- R1 : Comblent les cadres législatifs et réglementaires sur la BSG tel que l'intégration de la budgétisation sensible au genre dans les directives des finances publiques de l'UEMOA ;
- R2 : Renforcer les capacités des agents des États membres impliqués dans la préparation et le suivi du budget ;
- R3 : Appuyer les États membres dans la mobilisation des ressources financières en vue de la mise en œuvre des recommandations du colloque ;
- R4 : Institutionnaliser la tenue annuelle du colloque scientifique sur le Genre et les diverses thématiques relatives à la croissance dans les États membres de l'Union.

À l'endroit des états membres

- R1 : Travailler en synergie avec tous les partenaires de lutte contre les inégalités de genre. Les gouvernements doivent coordonner les différentes actions en faveur du genre.
- R2 : Actualiser les données existantes sur les inégalités de genre, et accroître les budgets destinés à la collecte et à l'analyse de ces données ;
- R3 : Combler les aspects législatifs et réglementaires sur la BSG au niveau national ;
- R4 : Favoriser l'implication de tous les ministères dans la mise en œuvre de la BSG qui a une nature transversale ;
- R5 : Renforcer les capacités des agents de l'État impliqués dans la préparation et le suivi du budget ;
- R6 : Quantifier davantage le niveau d'implication des femmes dans l'économie avec un regard sur le travail non rémunéré ;
- R7 : Favoriser des mécanismes de protection sociale adaptés aux réalités des femmes et donc aux risques auxquels celles-ci font face ;
- R8 : Augmenter les investissements qui réduisent le temps consacré par les femmes au travail non rémunéré ;
- R9 : Faire une revue des politiques publiques sur le genre (études) ;
- R10 : S'assurer de la disponibilité des données statistiques de qualité désagrégées par sexe.
- R11 : Stimuler l'investissement dans le capital humain pour lutter contre toutes les formes de pauvreté des femmes (monétaire, temps,...) ;
- R12 : Favoriser des politiques publiques axés sur l'autonomisation sociale et économique des femmes ;
- R13 : Adapter les politiques publiques pour permettre une meilleure prise en compte de la formation professionnelle des femmes et lutter contre les disparités salariales ;
- R14 : Impliquer les femmes dans les instances de dialogue social, surtout celles du secteur informel et des zones rurales ;
- R15 : Ratifier la convention 190 sur les violences faites aux femmes ;
- R16 : Promouvoir les investissements privés dans la petite enfance car les budgets publics ne peuvent pas suffire ;
- R17 : Investir dans les services de garde d'enfants et de soin à la personne pour libérer le temps des femmes.



COLLOQUE
INTERNATIONAL
SUR LE GENRE ET
LA CROISSANCE

ODD 5



PRÉSENTATION DE L'UEMOA

Créée le 10 janvier 1994 à Dakar, **l'Union économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)** a pour objectif essentiel, l'édification, en Afrique de l'Ouest, d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production, ainsi que la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire.

Elle regroupe huit (8) pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et le Togo) liés par l'usage d'une monnaie commune, le Franc CFA. L'UEMOA couvre une superficie de 3 506 126 km² et compte 123,6 millions d'habitants. Le taux de croissance du PIB, à prix constant, est de 6,1% (2019).

LA COMMISSION DE L'UEMOA

Organe exécutif de l'Union, elle exerce, en vue du bon fonctionnement et de l'intérêt général de l'Union, les pouvoirs propres qui lui confère le Traité. Elle est composée de huit (08), membres, appelés Commissaires, ressortissants des Etats membres.

Les différents chantiers du processus d'intégration de l'UEMOA sont conduits au sein de Départements de la Commission, sous la responsabilité d'un Commissaire.

380, AV DU PR JOSEPH KI ZERBO 01 B.P. 543
OUAGADOUCOU 01 - BURKINA FASO -

TÉL : (226) 25 31 88 73 À 76 - FAX : (226) 25 31 88 72

EMAIL : COMMISSION@UEMOA.INT SITES

INTERNET : WWW.UEMOA.INT ET WWW.IZF.NET

UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST-AFRICAIN



UEMOA, HUIT PAYS, UN DESTIN COMMUN !

LES DÉPARTEMENTS

- Présidence
- Département des Services Administratifs et Financiers (DSAF)
- Département du Développement Humain (DDH)
- Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE)
- Département du Marché Régional et de la Coopération (DMRC)
- Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement (DAREN)
- Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC)
- Département du développement de l'Entreprise, des Mines, de l'Energie, et de l'économie Numérique (DEMEN).

3.1.5 Participation à des conférences et séminaires extra – institut

Figure 4 : Participation d'un chercheur du projet à une conférence



Durant la conduite du projet, les membres de l'équipe ont participé à quelques évènements à caractère scientifique en lien avec la thématique. Ces participations avaient pour objectifs :

- (i) Exposer les résultats de la recherche ;
- (ii) Rencontrer des acteurs travaillant sur des thématiques

similaires ;

- (iii) Confronter la thèse des membres de l'équipe à l'opinion du monde académique.

Ci-dessous une liste non exhaustive des participations des membres de l'équipe à de tels évènements. Cette liste comprend des activités ayant eu lieu sur site et celles ayant eu lieu via les canaux de communication à distance (Zoom, Teams, etc).

Tableau 8 Liste de quelques participations à des conférences, ateliers, et colloques

Période de réalisation	Thème	Lieu	Activité / Organisateur
Mars 2021 17 au 18 mars 2021	Communication orale sur « Inégalité de genre en capital humain et croissance économique »	Bamako au MALI Tenu en visioconférence	Colloque international sur le thème : « Dynamique et dividende démographiques au Mali et en Afrique : Réalités et perspectives »
Mai 2021 17 au 18 mars 2021	Communication orale sur « Inégalité de genre en capital humain et croissance économique »	Rennes en France Tenu en visioconférence	Colloque international intitulé : « Croissance, développement et inégalités. Un développement de plus en plus inégalitaire ? »
Juin 2021 09 et 11 juin 2021	Communication orale sur « l'instabilité politique socio-politique et participation féminine au marché du travail dans la zone CEDEAO »	Ouagadougou, BURKINA FASO.	Atelier « Analyse des crises sécuritaires par une approche genrée » / Chaire Unesco "Défis partagés du Développement : savoir,

			comprendre, agir”
Juillet 2021 30 juillet 2021	Communication orale sur « Transfert de fonds de migrants, inégalité de genre du capital humain » Communication orale sur « Genre, Normes sociales et participation féminine au marché du travail »	ENSEA Abidjan / Côte d’Ivoire	Doctoriales ENSEA Édition 2021
Septembre 2021	Communication orale sur « Genre, Normes sociales et participation féminine au marché du travail dans la CEDEAO » Communication par poster sur « Transfert de fonds de migrants, inégalité de genre du capital humain »	l’HOTEL PALM CLUB à Cocody, Abidjan	Colloque International RTAS 2021 / CSRS
Octobre 2021	Communication orale sur « Genre, Normes sociales et participation féminine au marché du travail dans la CEDEAO »	Somone au SENEGAL	Conférence NTA-AFRICA 2 « Economie Générationnelle dans un contexte de pandémie à Covid-19 » / CREG

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

3.2 Activités administratives et de support

3.2.1 Cérémonie de lancement

L’an deux mille dix-huit, le dix-neuf Octobre s’est tenu à l’École Nationale de Statistique et d’Économie Appliquée (ENSEA), sis Abidjan-Cocody, sous le haut parrainage du Ministre du Plan et Développement, Mme KABA Nialé l’atelier de lancement du projet. Ce lancement avait pour objectif d’informer l’opinion public et privé du démarrage du projet. La cérémonie s’est ouverte par une phase introductive et protocolaire axée autour des points suivants :

- Accueil des officiels ;
- Mot de bienvenue du Directeur de l’ENSEA
- Présentation du projet ;
- Allocution des officiels
- Présentation des axes de recherches ;
- Questions/réponses sur les présentations ;
- Mot de clôture

Après l'installation et la présentation des officiels, le Directeur de l'ENSEA, Dr. KOUADIO Kouassi Hugues, par ailleurs responsable administratif du projet, dans son mot de bienvenue a d'abord salué les officiels ainsi que tous les participants pour leurs présences en leur souhaitant la bienvenue au sein de l'institution qu'il dirige. Il a ensuite présenté l'enjeu de l'autonomisation de la femme pour les économies ouest africaines.

A la suite du Directeur de l'ENSEA, la présentation du projet a été faite par Dr. FE Doukouré Charles. Sa présentation s'est articulée autour de quatre (4) points, notamment les motivations, les objectifs, les parties prenantes, et les extrants. Il a introduit son discours en mettant en relief le paradoxe entre la bonne performance économique des pays de la CEDEAO et la situation sociale défavorable des habitants. Cette situation est marquée par des taux de pauvreté élevés face auxquels la situation des femmes et des enfants est la plus dégradée. Il a expliqué que l'objet principal de cette recherche est d'examiner la relation entre l'augmentation de la production économique par habitant, due à une amélioration de l'égalité entre les femmes et les hommes sur le marché du travail et la croissance économique dans les pays membres de l'espace CEDEAO. Sa finalité est de contribuer à la définition et à la mise en œuvre de stratégies et de politiques permettant aux économies de la CEDEAO de tirer profit des avantages reproductifs du dividende genre pour accélérer la croissance et le développement économique.

Il s'en est suivi des allocutions dont celle de l'Ambassadeur du Canada en Côte d'Ivoire et celle du Ministre du Plan et Développement. Après avoir salué l'auditorium, son Excellence Mme l'Ambassadeur du Canada en Côte d'Ivoire, Julie SHOULDICE a orienté son discours sur l'importance du rôle des femmes dans la société. Les femmes représentent plus de la moitié de la population. Elle a souligné que l'Afrique subsaharienne enregistre le taux de participation féminine au marché de travail le plus élevé mais les activités de ces femmes sont généralement confinées dans le secteur informel. Ainsi, les objectifs de croissance inclusive des pays doivent encourager des politiques macroéconomiques qui intègrent les jeunes et les femmes ; car selon elle : « Comment prétendre gagner un match de football si la moitié de l'équipe est sur le banc ? ». Mme l'Ambassadeur a affirmé, sur la base des études de la Banque mondiale, que la réduction des inégalités permettra à certains pays comme la Côte d'Ivoire d'engranger entre 6 et 8 milliards de dollars. En outre, elle a fait remarquer que ce projet est en phase avec la politique du gouvernement canadien auquel appartient le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), financier du projet.

L'allocution de Mme le Ministre KABA Nialé, Ministre du Plan et du Développement s'est tenue dans la même veine que ses prédécesseurs. Elle a également souligné que réduire les disparités entre les

hommes et les femmes serait profitable aux États. Pour ce faire, il faudrait mettre en œuvre des politiques telles que l'éducation des filles, le planning familial etc... qui visent à accroître, aussi bien les opportunités d'accès des femmes au marché du travail par le biais des emplois décents, que le pouvoir décisionnel des femmes au sein des institutions et des familles. Dans cette optique, le Ministre a rappelé l'engagement du gouvernement ivoirien à faire de l'égalité de genre une priorité en corroborant son propos avec l'entrée des femmes à l'École Nationale de la Gendarmerie qui était depuis lors l'apanage des hommes. Aussi, s'est-elle félicitée de la composition de l'équipe de recherche du projet dont les membres sont relativement jeunes. Pour conclure son discours, Mme le Ministre du Plan et du Développement a déclaré ouverts les travaux du projet intitulé « Tirer profit du dividende-genre pour accélérer la croissance économique dans la zone CEDEAO ». Cette déclaration a marqué la fin de la série d'allocutions et a fait place à la photo de famille des officiels suivie de la pause-café.

Cette cérémonie a vu la participation de près de deux cents (200) personnes du monde académique, des pouvoirs publics, de la société civile et des entreprises privées.

Figure 5 : Photo de famille à la fin de la cérémonie de lancement du projet



Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

3.2.2 Rencontres du comité de Pilotage

Le Mardi 11 Mai 2021 s'est tenue une réunion du comité de pilotage (CP) du projet financé par le CRDI à l'ENSEA, en salle de conseil, de 11h à 13h 00 mn¹. Elle a porté sur la présentation du projet, des thématiques de recherche et les stratégies de maximisation de l'impact des résultats de recherche dans la prise de décision du gouvernement. L'ordre du jour était le suivant :

- Mot de Bienvenue
- Présentation du contexte du projet
- Présentation du projet
- Présentation du Comité de pilotage & son rôle
- Échanges
- Perspectives & Divers

Les points abordés et les échanges sont résumés dans le tableau ci-dessous.

¹ Voir Annexe pour la liste de présence

Tableau 9 : Point des échanges du CP

Ordre du jour	Points abordés	Échanges et propositions
1. Mot de Bienvenu	Mot de bienvenu prononcé par le Président du CP	Adoption de l'ordre du jour par l'ensemble des membres du comité de pilotage
2. Présentation du contexte du projet	Contexte du projet	Le directeur de l'ENSEA a rappelé le contexte du projet ainsi que les objectifs qui y sont assignés. Un document synthèse des activités de recherche a été distribué aux membres du CP.
3. Présentation du projet	Sur l'équipe de chercheur	Il a indiqué que l'équipe projet comprend essentiellement des chercheurs de l'ENSEA. Le chef de projet a rappelé qu'il n'en était pas ainsi au début projet. En effet, des chercheurs de la faculté de sciences économiques de l'Université d'Abidjan avaient été inclus dès le départ, toutefois ces derniers se sont retirés en cours du projet pour différentes raisons.
	Le positionnement par rapport à la politique nationale	Il a été indiqué qu'un atelier sur le dividende genre a été organisé par l'ONP et qu'il est nécessaire d'insérer les travaux du projet dans le cadre de la stratégie nationale sur le genre.
	La dissémination	Les ministères ont souhaité être impliqués dans la dissémination à travers des participations aux notes de politiques économiques. Cette proposition a eu l'adhésion des participants.
4. Présentation du projet	Bilan des activités de recherche	Pr MOUSSA a présenté au comité le bilan actuel des activités de recherche, notamment les documents de travail de 1 ^{er} round de recherche, ceux ayant déjà passé le cap des évaluations externes ainsi que les documents de recherche du second round. Ce sont au total seize (16) documents de travail qui sont en cours avec neuf (9) ayant déjà passé le cap des évaluations externes.
5. Présentation du comité de Pilotage	Présentation du CP et son rôle	Le directeur de cabinet du MPD et par ailleurs président du CP a présenté le CP et son rôle. Sa présentation s'est articulée autour des points suivants : (i) les objectifs du CP, (ii) les principaux organes de gestion, (iii) le principe et le fonctionnement du CP, (iv) les missions du CP, (v) les rencontres et (vi) les membres du CP. Le comité de pilotage a pour objectif d'assurer l'orientation scientifique, stratégique et technique du projet. A ce titre, il devra : - Rassembler et diffuser les bonnes pratiques sur le dividende-genre ; - Donner des conseils aux chercheurs ; - Discuter et faire des recommandations sur des sujets stratégiques et politiques ; Le comité de pilotage est l'organe de gouvernance du projet. Il a pour rôle de : - Valider les orientations du projet ; - Partager les résultats de la recherche ;

		- Mener des réflexions et propositions sur des thématiques qui pourraient être prises en compte dans les travaux des chercheurs ; - Favoriser les échanges sur la mise en œuvre et la dissémination des conclusions et recommandations des travaux de recherche. Les décisions sont prises par les membres du Comité de façon unanime. En cas de désaccord, le président du comité examine discrètement les différentes positions et de prend une décision finale. Le Comité de pilotage se réunit de manière ordinaire une fois par an sur convocation du président pour statuer sur le plan de mise en œuvre du projet et apprécier les avancements dans sa mise en œuvre. Le président peut convoquer autant des réunions extraordinaires autant que nécessaire. Enfin, il a été rappelé la liste des structures membres du comité de pilotage.
	Questions & Réponses	Sur les membres : Il a été proposé d'intégrer d'autres structures au comité de pilotage à savoir : ONU-FEM, l'office national de l'équité et du genre (ONEG) Sur les thématiques de recherche : Il a été proposé d'effectuer une revue des besoins des ministères. Le président a indiqué que c'est effectivement l'un des rôles que jouent les membres du CP que de traduire les besoins des ministères auxquels ils appartiennent.
6. Perspective & Divers	Perspective	Une réunion du CP est prévue avant la fin de l'année probablement en Octobre ou Novembre.
	Recommandations	Les recommandations suivantes ont été formulées : • Inclure les ministères dans la rédaction des notes de politiques ; • Inclure l'ONEG au CP ; • Recevoir éventuellement des orientations supplémentaires du CP sur les axes.

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

Toutefois, en raison de l'indisponibilité de certains membres du CP, la seconde session de réunion du CP n'a pu se tenir avant le début du mois de Mars 2022, date de fin du projet. Malgré la fin du projet, l'équipe projet s'engage tout de même à réunir le comité d'ici la fin d'année afin de statuer sur l'usage des résultats de la recherche.

Rappelons que les membres du comité de pilotage proviennent des structures suivantes :

- Ministère du Plan et du développement ;
- Convention de la Société Civile ;
- Ministère de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnel et du service Civique ;
- Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant ;
- Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale ;
- Ministère de l'Economie et des Finance ;
- Confédération générale des Grandes Entreprises de Côte d'Ivoire.

3.2.3 Conception et l'animation du site web

Le projet a conçu un site web dédié afin d'assurer la visibilité de ses activités. Ce site est créé comme un sous domaine de l'ENSEA qui abrite ce projet. Le visuel ci-dessous présente la page d'accueil. Les informations que l'on y retrouve sont :

- Présentation du projet et de son objectif ;
- L'organisation de l'équipe projet élargie ;
- Les axes des activités de recherche ;
- Les documents de travail ;
- Les évènements autour du projet ;
- La mention du sponsor.

En plus de ce site, les informations relatives au projet étaient également disséminées via les canaux officiels de l'ENSEA notamment ;

- Le site internet
- La page Facebook ;
- Et le compte Twitter ;

Figure 6 : Site Web du projet disponible à l'adresse : <https://www.projetscrdi.ensea.ed.ci/>



Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

3.2.4 Acquisition de matériels pour la recherche

Figure 7 : Exemple de matériels acquis sur le projet



Divers matériels ont été acquis (la liste est indiquée en annexe) dans le cadre des activités et ce afin de fournir des conditions de travail idoines aux chercheurs. Ces matériels sont :

- Des ordinateurs
- Des disques durs
- Une imprimante
- Du matériel de bureau
- Et quelques livres.

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

3.3 Protocole d'éthique et de recherche

Un protocole d'éthique et de sécurité de la recherche a été rédigé et a guidé les activités de recherche menées dans le cadre de ce projet. Les principes mentionnés dans le protocole d'éthique sont :

- Des principes généraux d'éthique liés à la conduite de la recherche
- Le principe du respect des droits des enquêtés
- Le principe de la rigueur
- Le principe de fiabilité de vérifiabilité et de la reproductivité
- Le principe de la mention du financement
- Le principe d'indépendance et d'impartialité

Dans l'optique de la prise en compte de ces principes, une organisation particulière a été mise en place. Ainsi, les actions suivantes ont été réalisées :

- Indiquer clairement les sources de financement des travaux de recherche ;
- Citer clairement les sources de données dans les travaux ;
- Mentionner le CRDI comme source de financement du projet sur les documents de travail. A cet effet, un Template a été mis en place pour non seulement harmonier la présentation des travaux mais également s'assurer de cette mention sur les travaux.
- Effectuer la production scientifique en assurant la reproductibilité ;
- Mise en place d'un comité de questionnement des résultats de la recherche à plusieurs niveaux : d'abord au niveau des pairs sur le projet puis par des évaluateurs externes.

3.4 Prise en compte du genre

Ce projet, dont l'objectif est de prendre en considération la problématique du genre dans l'analyse des gains de croissance économiques liés à la réduction des inégalités entre hommes et femmes, ne pouvait rester en marge de la problématique qu'il essaie de traiter. Ainsi, l'équipe projet est composée de 5 femmes pour 9 hommes, soit un ratio femme /homme de 35%. Quoique n'étant pas à la parité, il faut rappeler qu'à l'entame du projet, l'équipe était composée d'une quasi-parité d'homme et de femmes. En effet, dès le début de la mise en œuvre, deux chercheuses n'ont pu continuer l'aventure avec l'équipe projet.

4 Résultats et impacts du projet

Du point de vue des impacts du projet, le projet a permis d'avoir des impacts sur le plan scientifique mais également de pouvoir sensibiliser les décideurs sur la problématique du genre.

4.1 Production scientifique

Le projet a permis la rédaction d'une quinzaine de documents de travail dont la liste est la suivante :

- a) Analyse genre des dépenses publiques d'éducation en Côte d'Ivoire
- b) Dépenses publiques à caractère social et inégalité de genre en Afrique subsaharienne ;
- c) Inégalité de genre sur le marché du travail dans la CEDEAO : une analyse descriptive
- d) Emplois à haut risque de vulnérabilité, Genre et croissance économique dans la CEDEAO : le cas des emplois familiaux non rémunérés et indépendants
- e) Les canaux de transmission de l'inégalité de genre de capital humain à la croissance économique
- f) Environnement institutionnel et inégalités du genre dans les pays de la CEDEAO : Une évidence empirique
- g) Croissance du secteur des services et participation des femmes au marché du travail
- h) The effect of gender inequality in education on income per capita in the economic community of west African states
- i) Effect of Demographic Transition on Economic Growth: Does Economic Freedom Matter? Evidence from ECOWAS Countries
- j) Déterminants de la participation des femmes au marché du travail dans la zone CEDEAO
- k) Normes sociales, genre et participation au marché du travail
- l) Inégalités d'éducation entre partenaires conjugaux et autonomisation des femmes dans les pays en développement : cas de la CEDEAO
- m) Inégalité de genre et croissance économique en Afrique subsaharienne ;
- n) Transferts de fond des migrants (TFM) et inégalité de genre de capital humain.

Le descriptif des objectifs de chaque recherche est présenté dans la sous-section suivante.

4.1.1 Analyse genre des dépenses publiques d'éducation en Côte d'Ivoire

Cet article propose une analyse ex post de la sensibilité du budget de l'éducation aux aspects du genre en Côte d'Ivoire. A cet effet, il utilise les données de l'enquête niveau de vie des ménages de 2015 combinées avec les données des annuaires de l'éducation et du budget pour mettre en exergue les progrès effectués en matière de budgétisation sensible au genre dans le secteur de l'éducation et analyser les disparités régionales selon le niveau de revenu. Il ressort que la marche vers l'égalité est lente dans l'ensemble, avec un gain de cinq points de pourcentage en 20 ans (1995-2015). Toutefois, les milieux ruraux et les quintiles les plus pauvres sont ceux pour lesquels l'on enregistre une forte réduction des inégalités filles-garçons dans l'allocation des subventions d'éducation. De plus, la situation est plus proche de l'égalité au niveau du primaire que du secondaire.

4.1.2 Dépenses publiques à caractère social et inégalité de genre en Afrique subsaharienne ;

Cette étude vise à analyser la relation entre les dépenses publiques à caractère social et les inégalités de genre en Afrique subsaharienne. Elle utilise dans cette optique la Méthode Des Moments Généralisés (GMM) en Panel Dynamique sur un échantillon de 22 pays d'Afrique Subsaharienne sur la période 2010-2018. Nous établissons ainsi une relation entre l'indice d'inégalités de genre (GII) du PNUD en tant que variable endogène et diverses variables explicatives que sont le solde budgétaire retardé d'un an, les dépenses publiques d'éducation et de santé, le revenu national brut par habitant et le niveau de démocratie des pays. Les résultats obtenus nous montrent que les dépenses publiques d'éducation, le revenu national brut par habitant et le niveau de démocratie sont des déterminants des inégalités de genre en Afrique subsaharienne. Les dépenses publiques de santé ont un effet positif sur la réduction des inégalités de genre mais celui-ci n'est pas significatif. En revanche, l'effet du solde budgétaire sur les inégalités de genre n'a pas pu être établi malgré l'existence d'une corrélation négative et significative entre les deux variables. À la suite de ces résultats, nous recommandons d'orienter davantage les dépenses publiques vers les services sociaux afin de favoriser l'égalité de genre.

4.1.3 Inégalité de genre sur le marché du travail dans la CEDEAO : une analyse descriptive

Cette étude dresse un état des lieux des inégalités de genre sur le marché du travail. A l'aide d'une analyse descriptive, les résultats indiquent que le marché du travail est défavorable pour les populations rurales, les femmes et les jeunes. D'abord, les femmes sont plus susceptibles d'être au chômage par rapport aux hommes. Leur proportion dans les emplois rémunérés est faible par rapport à celle des hommes. Le salaire des femmes est 30% moins que celui des hommes. Inversement, elles sont plus

nombreuses que les hommes dans les emplois précaires et vulnérables dans le secteur informel. Ensuite, le taux de chômage ne prenant pas en compte la proportion des jeunes de 15 à 24 ans, découragés parce que ni en emploi, ni en étude, ni en formation (NEET), les résultats soulignent une forte disparité de genre parmi les NEET. Ces différences sont statistiquement significatives.

4.1.4 Emplois à haut risque de vulnérabilité, Genre et croissance économique dans la CEDEAO : le cas des emplois familiaux non rémunérés et indépendants

Au regard des efforts menés par les pays de l'Afrique de l'Ouest pour ce qui est d'accroître la participation des femmes au marché du travail et surtout face à leur proportion importante dans l'emploi vulnérable, la présente étude en adoptant une approche macroéconomique s'est penchée sur la contribution de la vulnérabilité de l'emploi à la croissance économique de ces pays selon le profil genre. Dans le fond, il s'agit de voir si la vulnérabilité de l'emploi des hommes et des femmes a des effets différenciés sur la croissance. À cet effet, l'étude a porté sur treize pays de l'Afrique de l'Ouest durant la période 1991-2018 en raison de la disponibilité des données. Ce faisant, l'étude est parvenue à deux résultats majeurs. Concernant le premier, l'emploi vulnérable est associé à une plus faible croissance économique et ce, quel que soit le sexe. Pour le second, il n'existe pas de différence significative quant aux effets de l'emploi vulnérable féminin et masculin sur la croissance. Ainsi, les différentes politiques des États en matière d'emploi doivent tenir compte de la qualité des emplois qui sont proposés aux populations. D'une part, il faut renforcer la surveillance sur les pratiques à l'embauche et renforcer les textes en matière du droit du travail afin d'éviter une prolifération des emplois vulnérables. Ceci passe par la professionnalisation de certaines activités dont le travail domestique, la réduction des emplois non rémunérés et la mise en œuvre d'un système de salaire minimum adéquats et inclusifs. D'autre part, il faut poursuivre les politiques macroéconomiques en faveur de l'égalité des sexes sur le marché du travail, mais celles-ci doivent être accompagnées de la formalisation des emplois créés. Bien entendu, les acteurs du système informel doivent être motivés afin qu'ils puissent s'engager véritablement dans le formel. Et ce, au travers des avantages fiscaux, de filets de sécurité sociale avantageux et du développement des compétences.

4.1.5 Les canaux de transmission de l'inégalité de genre de capital humain à la croissance économique

L'objectif poursuivi par la présente étude est de faire une analyse empirique des canaux de transmission par lesquels les inégalités de genre affectent la croissance dans l'UEMOA entre 1991 et 2018. Pour ce faire, l'éducation, la santé et la fertilité ont été les points focaux. La méthode des moindres carrés dynamiques en panel (DOLS) a été utilisée, et il est ressorti que les inégalités de genre en termes de capital humain à savoir la santé et l'éducation affectent négativement la croissance dans l'UEMOA. De même, la fertilité se présente comme un élément qui entrave la croissance dans l'UEMOA. De ce fait, il serait nécessaire d'avoir une contribution combinée du capital humain masculin et féminin pour déclencher des processus vertueux de croissance économique.

4.1.6 Environnement institutionnel et inégalités du genre dans les pays de la CEDEAO : Une évidence empirique

La présente étude analyse empiriquement l'influence des facteurs institutionnels sur les inégalités du genre dans l'espace CEDEAO. En utilisant des données de la Banque mondiale (2019) et du PNUD (2019) sur la période 2000-2018, nous montrons à partir de la méthode Augmented Mean Group (AMG) que l'amélioration de la qualité des institutions et plus précisément celle de la gouvernance économique, gouvernance politique et gouvernance institutionnelle est associée à une réduction des inégalités du genre dans la CEDEAO et que les pays dotés d'institutions de meilleure qualité sont les plus à même de réduire de façon considérable les inégalités des sexes que ceux dotés d'institutions de faible qualité. La principale recommandation de politique économique qui émerge de ces résultats est que les décideurs politiques de la zone devraient initier des réformes selon ces différentes dimensions institutionnelles afin de tirer profit du dividende de l'égalité des sexes pour accélérer la croissance économique et le développement durable en zone CEDEAO. Sans un cadre institutionnel de meilleure qualité, les pays de la zone peineront à relever le défi de la réduction des inégalités des sexes et de l'autonomisation des femmes

4.1.7 Croissance du secteur des services et participation des femmes au marché du travail

Cet article analyse l'effet de la forte croissance du secteur des services, que connaissent les pays de l'Afrique de l'ouest sur la participation des femmes au marché du travail. Pour ce faire, il utilise la production de trois secteurs (l'agriculture, l'industrie et les services) de l'économie ainsi que la production des composantes de l'industrie et des services. Des analyses économétriques, il est ressorti que sur les trois grands secteurs de ces économies, seule la croissance de la valeur ajoutée par travailleur des services conduit à une élasticité positive et significative de la participation des femmes. Cependant,

seule la composante des services portant sur le commerce, la restauration et l'hôtellerie influence cette participation. Par ailleurs, la participation des hommes au marché du travail est aussi positivement affectée par la croissance des services et particulièrement la composante autres services. En outre, cette composante enregistre la plus grande contribution à la valeur ajoutée du secteur des services et la plus grande productivité. Aussi, même si les services pris dans leur ensemble affectent positivement le ratio du taux de participation des femmes sur celui des hommes, la composante autres services n'affecte pas ce ratio. Seule la croissance de la production dans les activités de commerce, de restauration et d'hôtellerie l'influence significativement. Vu la contribution de la composante des activités de commerce, la restauration et l'hôtellerie à la valeur ajoutée des services et sa productivité inférieures à celles des autres services, elle n'est pas à même d'assurer à elle seule l'égalité entre les femmes et les hommes sur le marché du travail.

4.1.8 Impact des inégalités de genre dans l'éducation sur la croissance économique des pays de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest

Les inégalités entre hommes et femmes en Afrique sont une préoccupation importante : les inégalités dans l'éducation, la participation au marché du travail, la mortalité, les revenus, l'accès aux facteurs de production, le respect des droits. Parmi tous ces facteurs, il faut reconnaître que l'Afrique a fait des efforts pour réduire les inégalités. Cet article vise à analyser l'effet de l'inégalité entre les sexes dans l'éducation sur le revenu par habitant dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Nous considérons l'indice de parité des sexes dans la scolarisation du secondaire et le taux brut (% de femmes) comme des indicateurs pour évaluer l'inégalité entre les sexes dans l'éducation. Les résultats montrent que la réduction des inégalités de genre dans l'éducation conduit à une augmentation de la croissance du revenu par habitant dans la CEDEAO à long terme. En effet, une augmentation de 1% de la valeur du taux de scolarisation dans le secondaire en faveur des femmes (% brut) dans la CEDEAO entraîne, à court terme, une augmentation de la croissance du revenu par habitant de 0,05% et à long terme une augmentation de 0,09% au niveau de 1%. L'effet à long terme est plus important que l'effet à court terme. A long terme comme à court terme, l'indice de parité des sexes dans l'enseignement secondaire n'a pas d'effet significatif sur le revenu par habitant.

4.1.9 Effect of Demographic Transition on Economic Growth: Does Economic Freedom Matter? Evidence from ECOWAS Countries

Selon la littérature économique, pour qu'un pays bénéficie du dividende démographique, il faut d'abord qu'il opère une transition démographique qui décrit le passage d'une population d'un stade de fécondité et de mortalité élevées à celui de fécondité et de mortalité faibles. Cette transition qui a pour conséquence une hausse temporaire de la part de la population en âge de travailler ouvre une fenêtre d'opportunité immense si des politiques adéquates sont implémentées. En effet, la littérature indique que les conditions locales peuvent limiter les effets attendus du changement de la structure par âge sur la croissance économique. Dans cette étude, nous nous sommes intéressés au rôle des institutions de liberté économique dans l'espace CEDEAO en analysant les conséquences de l'interaction entre les indicateurs de liberté économique et le taux de croissance de la part de la population en âge de travailler sur la croissance économique sur la période 1996-2018. Pour ce faire, l'étude utilise une technique robuste, à savoir la méthode Augmented Mean Group (AMG) qui tient compte aussi bien de la dépendance et de l'hétérogénéité des individus du panel. L'estimation a permis de relever que l'accroissement de la part de la population en âge de travailler n'exerce un effet positif sur la croissance économique que lorsque les pays disposent d'institutions de liberté économique de meilleure qualité. Cette contribution se fait à travers notamment l'amélioration des indicateurs de liberté d'investissement, de liberté financière et de l'intégrité du gouvernement. Ces résultats invitent les décideurs de la zone à améliorer particulièrement ces dimensions pour permettre à leurs économies de tirer profiter du dividende de la transition démographique.

4.1.10 Déterminants de la participation des femmes au marché du travail dans la zone CEDEAO

Cette étude vise à identifier les déterminants de la participation des femmes au marché du travail, et partant les facteurs expliquant la prépondérance des femmes en emploi vulnérable dans la CEDEAO sur la période 1990 à 2018. L'utilisation de la méthode des données de panel non stationnaire a permis d'identifier ces facteurs. Les résultats montrent que l'éducation secondaire est un facteur positif de la participation des femmes au marché du travail tandis que, la fécondité, le chômage des hommes et l'urbanisation découragent l'offre de travail féminine. A contrario, la fécondité et l'urbanisation expliquent la prépondérance des femmes dans l'emploi vulnérable.

4.1.11 Normes sociales, genre et participation au marché du travail

Cette étude essaie d'examiner l'effet des normes sociales de genre sur la participation des femmes au marché du travail. La construction d'un indice de normes sociales pour quatre pays (Burkina Faso,

Ghana, Mali et Nigéria), a permis de comprendre que les normes sociales de genre diffèrent non seulement d'un pays à un autre mais aussi d'une région à une autre à l'intérieur d'un pays. Les résultats économétriques révèlent que les normes sociales de genre affectent négativement la décision de la participation des femmes au marché du travail, surtout en ce qui concerne les emplois à temps partiel et à temps plein total.

4.1.12 Inégalités de genre et développement de la petite enfance : cas des quatre grandes économies de la zone CEDEAO

Cette étude visait à déterminer l'existence d'inégalités de genre en matière de développement de la petite enfance dans les quatre grandes économies de la CEDEAO (Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria et Sénégal). En effet, la persistance des inégalités de genre a amené certains auteurs à se poser la question de savoir s'il n'existerait pas des inégalités de genre en matière de développement de la petite enfance. Selon certains auteurs, les compétences et les capacités acquises dès le plus jeune âge dans le développement d'un enfant lui permettent d'acquérir et d'accumuler des compétences plus tard dans la vie. Ainsi, des disparités de genre, observées dans le développement de la petite enfance, pourraient permettre de comprendre la persistance des inégalités de genre dans les pays de l'Afrique de ouest.

Pour ce faire, les bases de données MICS 5 ont servi à construire deux indices de développement, dont l'un pondéré et l'autre non pondéré, Afin appréhender le développement de l'enfant. Les estimations économétriques ont permis alors de noter que le genre est un facteur explicatif du développement de l'enfant en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigeria et au Sénégal. De plus, les variables de contrôle telles que l'âge de l'enfant, la taille, le niveau d'éducation de la mère, l'implication du père dans l'éducation à la maison de l'enfant, le fait de vivre en zone rurale affectent également le développement de l'enfant.

4.1.13 Inégalités de genre et développement de la petite enfance : cas de la Côte d'Ivoire et du Nigeria

La croissance économique demeure un objectif poursuivi par les pays africains au sud du Sahara. Cependant, les disparités entre les hommes et les femmes réduisent la croissance économique et l'efficacité des politiques ciblant la réduction de la pauvreté (Hakura et al, 2016). L'Afrique de l'Ouest présente d'importantes inégalités de genre qui réduisent la croissance économique. Cela se traduit par le faible taux de participation des femmes à la vie économique, sociale et politique des pays (BOAD, 2012). Dès lors, la persistance de ces inégalités de genre dans la zone ouest africaine suscite des questionnements sur l'existence des disparités de genre en matière de développement de la petite enfance. En effet, les compétences socio-émotionnelles observées dans la petite enfance affectent le rendement scolaire et les résultats sur le marché du travail à l'âge adulte (Cunha et al, 2010). De même,

l'inclusion du Développement de la Petite Enfance dans les ODD traduit l'importance que la communauté internationale accorde aux enfants en tant qu'agents susceptibles de créer un monde meilleur et prospère dans l'atteinte de ses objectifs. Cette étude vise donc à déterminer, d'une part, l'existence d'inégalités de genre en matière de développement de la petite enfance en Côte d'Ivoire et au Nigéria, et d'autre part, à identifier les sources de ces disparités de genre. Pour ce faire, les données du MICS5 sont utilisées pour construire deux indices de développement de la petite enfance et mener l'analyse statistique et économétrique. La première étape a consisté à appréhender le développement de la petite enfance en utilisant la mesure du niveau de développement du jeune enfant (3-4 ans) des enquêtes en grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF. Cette mesure du niveau de développement de l'enfant se situe dans quatre domaines interdépendants (langage/cognitif, physique, socio-émotionnel, apprentissage au sens large). Après analyse des données, deux domaines ont été retenus pour l'étude : le domaine socio-émotionnel et le domaine cognitif. Deux indices sont élaborés : l'un non pondéré, ID1 et l'autre pondéré à l'aide de la méthode d'Alkire et Foster, ID2. La deuxième étape a permis de faire l'analyse économétrique en estimant l'effet de genre dans le développement de la petite enfance en Côte d'Ivoire et au Nigeria. La dernière étape a consisté à identifier les sources des disparités de genre dans le développement de la petite enfance à travers la décomposition d'Oaxaca-Blender. Les résultats ont confirmé de nombreux résultats existants et ont apporté de nouvelles informations spécifiques aux pays. Ainsi, les disparités de genre dans les domaines cognitifs et socio émotionnels des enfants dans la tranche d'âge de 3-4 ans existent et sont en faveur des filles en Côte d'Ivoire et au Nigeria ; elles ont pour principales sources les caractéristiques innées des enfants. De plus, que l'on considère ID1 ou ID2, l'effet de genre est significatif dans l'explication du développement de la petite enfance dans les deux pays considérés.

4.1.14 Transferts de fond des migrants (TFM) et inégalité de genre de capital humain

Le tableau ci-dessous résume les principaux résultats du projet.

Tableau 10 : Point des réalisations sur le projet

Activités	Indicateurs Spécifiques/Extrants	Valeurs cibles	Valeurs réalisées
Elaboration d'une page web pour communiquer sur le projet	Nombre de page web [Consulter le site du projet : https://projetscrdi.ensea.ed.ci/]	1	1
Constitution d'une Base de données statistiques	Nombre de base de données	1	0
Ateliers	Nombre d'atelier de lancement	1	1
	Nombre d'atelier à mi-parcours	1	1
Rédaction des Desktop Review	Nombre de rapport desktop review	1	1
	Nombre de réunion du comité de pilotage	2	1
Rédaction d'Articles par les chercheurs	Nombre de publications par chercheur	-	3 ²
	Nombre de working paper finalisé	14	12
	Nombre de séminaire de travail réalisé pour la préparation des working paper	10	8
Rédaction de Articles de thèse par doctorant	Nombre d'articles de thèse par doctorant	3	3
	Nombre de thèses soutenues dans le projet	-	1 ³
Rédaction de rapports semestriels	Nombre de rapport semestriels	7	7
Rédaction de Policy briefs (1 par chercheur pour les ateliers à mi-parcours et 1 par chercheur pour l'atelier à la fin du projet)	Nombre de policy briefs	12	8 ⁴
Rédaction de rapport général du projet	Rapport de l'atelier technique	-	8
	Rapport de l'atelier de lancement	1	1
	Nombre de rapport général du projet	1	1

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

² En Evaluation par les referees

³ En instruction

⁴ En voie de finalisation

4.2 État des Thèses des doctorants du projet

Trois thèses de doctorat ont été initiées sur ce projet. Chacun des doctorants étant affilié à un axe de recherche comme le montre le Tableau 5 sur l'équipe de recherche.

Les trois doctorants du projet ainsi que leur université d'affiliation sont :

1. Marahoua Epiphane : Université de Bouaké
2. Ouattara Anne : Université de Cocody
3. Body Kissi Sandrine : Université de Bouaké

Tableau 11 :Etat des travaux de thèse des doctorants

Nom & Prénoms	Liste des papiers	État d'avancement	État de la thèse
Body Kissi Bintou Sandrine	Dépenses publiques à caractère social et inégalités de genre en Afrique subsaharienne	Doc de travail	En cours
	Inégalité de genre et croissance économique en Afrique subsaharienne	Doc de travail	
	Inégalité de genre et croissance économique en Afrique subsaharienne : le rôle de la budgétisation sensible au genre	Doc de travail	
Marahoua Épiphanie	Inégalité de genre sur le marché du travail en zone CEDEAO : Une analyse descriptive	En cours de publication	Soutenu
	Déterminants de la participation des femmes au marché du travail en zone CEDEAO	Doc de travail	
	Normes sociales de genre et participation au marché du travail du travail en	Doc de travail	
	Inégalité de genre, participation au marché du travail et croissance économique	Doc de travail	
Ouattara Aissata	Déterminants des inégalités de genre dans la zone UEMOA : Cas du capital humain	Doc de travail	En instruction
	Transfert des fonds de migrants et inégalité de genre en capital humain dans l'UEMOA	Doc de travail	
	Canaux de transmission des effets des inégalités de genre en capital humain à la croissance économique dans l'espace UEMOA	Doc de travail	

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

4.2.1 Présentation de la thèse Epiphane et état d'avancement

Résumé de thèse

Épiphane Marahoua, Université Alassane Ouattara

Thème : Essais sur le genre, marché du travail et croissance économique dans la zone CEDEAO

Structurée en quatre essais, cette thèse analyse l'effet des inégalités de genre sur le marché du travail en zone CEDEAO. Le premier essai dresse un état des lieux des inégalités de genre sur le marché du travail. À l'aide d'une analyse descriptive, les résultats indiquent que le marché du travail est défavorable pour les populations rurales, les femmes et les jeunes. D'abord, les femmes sont plus susceptibles d'être au chômage par rapport aux hommes. Leur proportion dans les emplois rémunérés est faible par rapport à celle des hommes. Le salaire des femmes est 30% moins que celui des hommes. Inversement, elles sont plus nombreuses que les hommes dans les emplois précaires et vulnérables dans le secteur informel. Ensuite, le taux de chômage ne prenant pas en compte la proportion des jeunes de 15 à 24 ans, découragés, n'étant ni en emploi, ni en étude, ni en formation (NEET), les résultats soulignent une forte disparité de genre parmi les NEET. Ces différences sont statistiquement significatives.

Le deuxième essai vise à identifier les déterminants de la participation des femmes au marché du travail, et partant les facteurs expliquant la prépondérance des femmes en emploi vulnérable dans la CEDEAO sur la période 1990 à 2018. L'utilisation de la méthode des données de panel non stationnaire a permis d'identifier ces facteurs. Les résultats montrent que l'éducation secondaire est un facteur positif de la participation des femmes au marché du travail, tandis que la fécondité, le chômage des hommes et l'urbanisation découragent l'offre de travail féminine. À contrario, la fécondité et l'urbanisation expliquent la prépondérance des femmes dans l'emploi vulnérable.

Le troisième essai examine l'effet des normes sociales de genre sur la participation des femmes au marché du travail. La construction d'un indice de normes sociales pour quatre pays (Burkina Faso, Ghana, Mali et Nigéria), a permis de comprendre que les normes sociales de genre diffèrent non seulement d'un pays à un autre mais aussi d'une région à une autre, à l'intérieur d'un pays. Les résultats économétriques révèlent que les normes sociales de genre affectent négativement la décision de participation des femmes au marché du travail, surtout en ce qui concerne les emplois à temps partiel et à temps plein.

Le quatrième essai estime l'effet de l'égalité de genre au marché du travail sur la croissance économique. L'égalité de genre sur le marché du travail est mesurée par le ratio de la participation des femmes au marché du travail par rapport aux hommes. Le modèle de panel est estimé à grâce aux statistiques du

genre de la Banque Mondiale pour la période 1990-2018. Les résultats indiquent que plus de participation des femmes au marché du travail par rapport à celle des hommes influencent positivement la croissance économique. Cependant, l'écart entre les femmes et les hommes en termes de participation à des emplois de qualité influencent négativement et significativement le revenu par habitant.

Épiphanie a soutenu sa soutenance sa thèse de doctorat le 26 juillet 2022 à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké. Il a obtenu la mention très honorable.



4.2.2 Présentation de la thèse Body Kissi et état d'avancement

Résumé de thèse

Dua Body Kissi Bintou Sandrine

Thème : Essais sur les Inégalités de genre, la Budgétisation sensible au genre et la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Cette thèse est structurée en trois essais dont l'objectif est d'étudier l'effet des inégalités de genre sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Le premier essai a pour objectif d'analyser les principaux indices d'inégalités de genre existants avec un accent particulier sur la zone Afrique subsaharienne en comparaison aux autres régions du monde.

Il ressort que les disparités de genre sont présentes dans le monde entier, mais celles-ci sont particulièrement prononcées en Afrique subsaharienne. La majorité des pays développés ont éliminé

les disparités de genre dans les domaines de l'éducation et de la santé, même si le rôle des femmes reste limité dans la vie économique et politique. Dans la plupart des pays en développement, particulièrement les pays d'Afrique subsaharienne, les disparités de genre dans l'éducation et la santé se sont réduites également. Toutefois, les progrès réalisés dans l'accroissement du rôle des femmes dans les activités économiques, dans la gestion et la propriété des biens de production et dans la participation politique ont été moindres. Il a été tout de même constaté que le niveau d'égalité de genre des pays d'Afrique subsaharienne varie en fonction de l'indice synthétique utilisé pour la mesure de l'écart de genre et de la durée de l'étude. Ainsi, le Gender Inequality Index (GII) constituerait le meilleur indice synthétique existant à ce jour pour une étude de long terme des inégalités de genre.

Le second essai qui a analysé la relation entre inégalités de genre et Budgétisation Sensible au Genre en Afrique subsaharienne a établi via une estimation par une modélisation VAR sur données de panel (pour un échantillon de 20 pays d'Afrique subsaharienne sur une période allant de 2004 à 2015 pour le premier modèle et de 2004 à 2019 pour le deuxième modèle), une relation entre l'indice d'inégalités de genre (GII) du PNUD en tant que variable endogène et l'indice dummy de la BSG fourni par la base de données du FMI. Dans un second temps, il a été établi une relation entre le GII et les dépenses publiques d'éducation et de santé représentant les dépenses publiques à caractère social utilisées comme proxy de la BSG. Le solde budgétaire est également utilisé dans les différents modèles pour tenir compte de la contrainte budgétaire. Le revenu national brut par tête est pris comme variable de contrôle. Ainsi, la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) représentée par l'indice dummy de la BSG fourni par la base de données du FMI permet de réduire le niveau d'inégalités de genre en Afrique subsaharienne. Les dépenses à caractère social, utilisées comme proxy de la BSG et représentées par les dépenses publiques de santé ont également un effet réducteur sur le niveau d'inégalités de genre en Afrique subsaharienne. Le solde budgétaire constitue également un déterminant réduisant les inégalités de genre en Afrique subsaharienne lorsque l'indice dummy du FMI est utilisé pour représenter la BSG. Outre ces résultats principaux, il a été mis en lumière le caractère auto-entretenu des inégalités de genre.

La relation entre inégalités de genre et dépenses à caractère social, utilisées comme proxy de la BSG et représentées par les dépenses publiques d'éducation n'a pas pu être confirmée, car le coefficient n'est pas significatif. La relation entre inégalités de genre et revenu national brut par tête n'a également pu être confirmée car le coefficient n'est pas significatif dans aucun des modèles.

Enfin, le troisième essai a étudié empiriquement la contribution de la BSG dans la relation entre inégalités de genre et croissance économique.

Par une estimation par la méthode des Moindres Carrés Généralisés pour un échantillon de 10 pays d'Afrique subsaharienne sur une période allant de 1991 à 2015, une relation entre les inégalités de genre, représentée par le GII et la croissance économique, présentée par PIB par tête a été établie. Afin de saisir l'importance de la BSG dans la relation entre inégalités de genre et croissance économique, nous évaluons l'effet de l'interaction entre inégalités de genre pour un statut donné de la budgétisation Sensible au Genre avec une variable dummy qui prend la valeur 1 lorsque le pays a introduit une déclaration de budgétisation sensible au genre dans sa documentation budgétaire ou dispose d'une circulaire sur la budgétisation sensible au genre et 0 si non. Il en ressort que les inégalités de genre influencent négativement la croissance économique de pays de l'Afrique subsaharienne, car le coefficient est négatif et significatif. La Budgétisation Sensible au Genre atténue ces effets négatifs des inégalités de genre sur la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne.

4.2.3 Présentation de la thèse Anne Ouattara et état d'avancement

Résumé de thèse

Aissata Ouattara

Thème : Essais sur les Inégalités de genre, les transferts de fonds des migrants et la croissance économique dans l'espace UEMOA.

Ce projet de thèse a pour objectif principal d'étudier la relation entre l'inégalité de genre de capital humain et la croissance économique dans la zone UEMOA. Il s'agit de façon spécifique d'analyser les déterminants de l'inégalité de genre de capital humain dans un premier temps. Deuxièmement d'examiner le rôle des transferts de fonds dans la réduction de l'inégalité de genre de capital humain. Troisièmement d'identifier le canal par lequel l'inégalité de genre du capital humain affecte la croissance économique. L'étude a été menée sur un panel de 7 pays de l'UEMOA. Elle couvre la période allant de 1980-2018. Toutes les données proviennent de la base de données des Indicateurs de Développement Mondial (WDI) de la Banque Mondiale 2021. Chaque objectif représente donc un essai et nous avons, au total, rédigé trois essais.

Cette étude a permis, tout d'abord d'identifier les facteurs qui favorisent les inégalités de genre de capital humain, par l'utilisation d'un modèle Pooled Mean Group (PMG). Il ressort de notre analyse que la pauvreté et la fécondité sont des facteurs qui favorisent significativement l'inégalité de genre de capital humain à long terme.

Ensuite, les résultats des régressions par les Pooled Mean Group (PMG) font apparaître que dans le court terme, les transferts de fonds de migrants contribuent à réduire de façon significative l'inégalité de genre de capital humain. Par contre, à long terme, les transferts de fonds des migrants augmentent significativement l'inégalité de genre de capital humain.

Enfin, l'utilisation de l'estimateur des Moindres Carrées Dynamiques en Panel (DOLS) nous a permis de montrer que l'inégalité de genre de capital humain affecte la croissance économique par le canal de la fécondité dans la zone UEMOA.

La thèse de Aissata Ouattara est revenue d'instruction avec des rapports favorables et la soutenance devrait pouvoir se tenir d'ici la fin de l'année 2022.

4.3 Synthèse des contributions des différents articles par axe du projet

Les thématiques de recherche analysées dans le cadre de ce projet sont variées et sont orientées vers les gains qui peuvent émaner de la réduction des inégalités de genre au sein des économies de l'espace UEMOA. Comme nous l'avons mentionné plus haut, le projet s'est déroulé autour de trois axes majeurs.

Le premier axe de recherche porte sur : « Tendance démographique, inégalité de genre et croissance économique ».

Tout d'abord, deux études vont s'intéresser d'une part à l'effet des transferts de fonds des migrants sur les inégalités de genre dans l'UEMOA et d'autre part aux canaux de transmission par lesquels ces inégalités de genre pourraient affecter la croissance. Il est ressorti de la première étude que les transferts de fonds des migrants réduisent les inégalités de genre à court terme alors qu'ils l'accroissent dans le long terme. De la seconde étude, il ressort qu'une réduction des inégalités de genre en terme d'éducation et de santé favorise significativement la croissance dans la zone UEMOA alors que des taux de fécondité élevés nuisent à la relation.

Un troisième article quant à lui traite de la question de la qualité des institutions et plus précisément de la corruption sur les inégalités de genre. Il ressort que la réduction du niveau de la corruption est associé à un accroissement des possibilités d'emploi pour les femmes, ce qui traduit une réduction des inégalités du genre en termes d'emploi. A cela, un meilleur contrôle de la corruption contribue positivement à la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes en termes de santé et d'éducation.

Au vu des effets de la qualité des institutions sur les inégalités de genre, une quatrième étude va regarder comment la qualité des institutions pourrait moduler la relation entre la transition démographique et la croissance en Afrique de l'Ouest. Les résultats suggèrent que la part de la population en âge de travailler n'exerce un effet positif sur la croissance économique que lorsque les pays disposent d'institutions de liberté économique de meilleure qualité. Une contribution qui passe par l'amélioration des indicateurs de liberté d'investissement, de liberté financière et de l'intégrité du gouvernement.

Une cinquième étude quant à elle va plutôt regarder l'effet des inégalités de genre en matière d'éducation sur le revenu par habitant en Afrique de l'Ouest. Les résultats montrent que la réduction de l'inégalité entre les sexes dans l'éducation entraîne une augmentation de la croissance du revenu par habitant dans la CEDEAO. Une augmentation de 1% de la valeur du taux de scolarisation dans le secondaire pour les femmes (% brut) dans la CEDEAO conduit, à court terme, à une augmentation de la croissance du revenu par habitant de 0,05% et, à long terme, à une augmentation de 0,09%.

Le deuxième axe de recherche porte sur : « Genre, Marché du travail et Production ». Dans cet axe, huit travaux sont recensés.

Le premier travail fait une analyse descriptive des inégalités de genre sur le marché du travail dans la CEDEAO. La nécessité d'une telle étude tient du fait qu'elle permet de faire un premier éclairage sur les différentes problématiques abordées dans cet axe. Il s'agit entre autres de la faible représentation des femmes sur le marché du travail relativement aux hommes, leur surreprésentation dans les emplois vulnérables et bien d'autres faits qui continuent de les maintenir dans la précarité et de ralentir leur participation au développement inclusif de la sous-région ouest africaine.

Une fois l'état des lieux fait, une deuxième étude se penche sur les déterminants de la participation des femmes au marché du travail. Contrairement aux autres études sur la question, l'étude regarde non seulement les déterminants à court et à long terme, mais également ceux relatifs à la qualité de l'emploi. Il ressort qu'à court et long terme le chômage des hommes réduit significativement la participation des femmes au marché du travail, signe d'une préférence de la main d'œuvre masculine. Dans le long terme, l'éducation favorise la participation des femmes au marché du travail tout en les décourageant d'adhérer aux emplois vulnérables. La fécondité et l'urbanisation quant à elles découragent la participation des femmes au marché du travail mais accroît leur prévalence dans l'emploi vulnérable.

Toutefois, l'intérêt porté par la littérature économique n'a pas assez pointé du doigt les facteurs non économiques à l'analyse de la participation des femmes au marché du travail. Ainsi, une troisième étude va mettre l'accent sur les normes sociales de genre dans la participation des femmes au marché du travail. Cette étude va en plus regarder l'influence de ces normes sociales sur la participation de la femme à un emploi à temps partiel ou plein. Les résultats révèlent que les normes sociales affectent non seulement la décision des femmes de participer au marché du travail, mais encore leurs statuts en emploi à temps total et à temps partiel.

Toujours dans la quête de la compréhension de la participation des femmes au marché du travail, une quatrième étude va mettre l'accent sur la forte croissance du secteur des services que connaissent les pays de l'Afrique de l'Ouest. Cette étude parvient au résultat selon lequel la croissance de la valeur ajoutée par travailleur des services conduit à une élasticité positive et significative de la participation des femmes. En effet, la croissance de la productivité de la composante commerce, restauration et hôtellerie influence significativement le ratio femme sur homme en matière de participation au marché du travail.

Une fois les facteurs explicatifs de la participation au marché du travail étayés, deux autres études vont mettre l'accent sur l'effet des emplois vulnérables et de l'auto-emploi sur la croissance économique

selon le profil genre. De ces études ressortent plusieurs résultats. En premier, l'entrepreneuriat individuel dans son ensemble affecte négativement la croissance économique. Mais lorsqu'on la scinde selon le profil genre, on s'aperçoit que sa composante masculine affecte négativement la croissance alors que sa composante féminine affecte positivement la croissance. L'emploi vulnérable quant à lui affecte négativement la croissance et ce, quel que soit le genre.

Aussi, face au fait que les questions d'autonomisation et d'inclusion financière demeurent l'une des problématiques actuelles pour une croissance inclusive du sous-continent et face aux inégalités de genre qui persistent, deux autres études vont se manifester. L'une cherche à savoir si les inégalités de genre sur le marché du travail plombent la croissance alors que l'autre s'intéresse aux inégalités de genre en matière d'éducation entre partenaires conjugaux sur l'autonomisation des femmes. Il ressort de ces études deux principaux résultats. La première parvient au résultat selon lequel, la réduction des inégalités entre homme et femme sur le marché du travail affecte positivement et significativement l'inclusion financière dans l'UEMOA. Et ce, qu'il s'agisse aussi bien des inégalités en termes d'emplois indépendants, salariés ou pris globalement. La seconde étude montre que si la plupart des travaux sont parvenus à des effets positifs de l'éducation de la femme et de son conjoint sur l'autonomisation de la femme, force est de reconnaître que des écarts trop importants d'éducation entre l'homme et la femme réduit cette autonomisation.

Le troisième axe de recherche porte sur « Genre et BSG ». Dans cet axe, trois travaux sont recensés.

La première étude porte sur l'analyse genre des dépenses publiques d'éducation en Côte d'Ivoire. Il ressort que la marche vers l'égalité est lente dans l'ensemble, avec un gain de cinq points de pourcentage en 20 ans (1995-2015). Toutefois, les milieux ruraux et les quintiles les plus pauvres sont ceux pour lesquels l'on enregistre une forte réduction des inégalités filles-garçons dans l'allocation des subventions d'éducation. De plus, la situation est plus proche de l'égalité au niveau du primaire que du secondaire.

A la suite de cette étude, une deuxième va analyser la relation entre les dépenses publiques à caractère social et les inégalités de genre en Afrique subsaharienne. De cette étude, il ressort que contrairement aux dépenses publiques en matière de santé, les dépenses publiques en matière d'éducation impactent positivement et significativement sur la réduction des inégalités.

Outre cette étude, une troisième étude va porter son attention sur les inégalités de genre et développement de la petite enfance dans les cas de la Côte d'Ivoire et du Nigeria. L'intérêt étant de comprendre dans quelle mesure les disparités de genre en matière de développement de la petite

enfance existent afin de tirer profit du dividende genre. Ce faisant, les résultats ont confirmé de nombreux résultats existants et ont apporté de nouvelles informations spécifiques aux pays. Ainsi, les disparités de genre dans les domaines cognitifs et socio-émotionnels des enfants dans la tranche d'âge de 3-4 ans existent et sont en faveur des filles ; elles ont pour principales sources, les caractéristiques innées des enfants. Cependant, les pratiques parentales et le nombre de jouets adéquats contribuent à réduire cet écart, respectivement en Côte d'Ivoire et au Nigeria. Par ailleurs, les facteurs tels que le statut économique et l'enrôlement de l'enfant dans un programme d'éducation préscolaire sont statistiquement significatifs dans le développement de la petite enfance.

Synthèse des contributions.

Ainsi, les principales contributions de ces différents articles à la littérature sont d'une part, d'avoir étudié les questions de recherche sur les économies ouest-africaine pour lesquels très peu de résultats existent dans la littérature et d'autre part, d'avoir exploré divers autres déterminants des inégalités non suffisamment explorés dans la littérature actuelle. En effet, très peu de résultats sont établis sur les états de l'Afrique de l'Ouest tandis que cette zone représente un cadre idéal d'analyse des déterminants des inégalités de genre. En effet, la littérature économique établit que la croissance économique induit une baisse des inégalités de genre. Bien que l'Afrique subsaharienne ait enregistré de très bonnes performances au cours des quinze dernières années, ces performances économiques ne se sont pas traduites en progrès sociaux, notamment en termes de développement humain, de réduction de la pauvreté et des inégalités de genre. Aussi, nos contributions sont d'ordres méthodologiques en explorant diverses autres composantes peu exploitées dans l'analyse des inégalités de genre (normes sociales, les facteurs institutionnels, le budget sensible au genre, etc.).

Nos résultats confirment des résultats de la littérature, notamment sur le fait la croissance économique impact positivement les inégalités de genre et met également en lumière divers autres résultats dont le capital humain à travers l'éducation et la santé qui sont des canaux importants pour la réduction des inégalités de genre. Ainsi, il a été démontré que la hausse des dépenses publiques à caractère social (notamment dans les deux secteurs cités ci-dessus) contribue à la baisse des inégalités de genre. De plus, il a été montré que les normes sociales sont un facteur important à prendre en compte dans les politiques visant une plus grande participation de la femme au marché du travail (réduisant par conséquent les inégalités de genre). Il en est de même des facteurs institutionnels (gouvernance économique et politique) qui sont importants dans cette lutte visant la réduction des inégalités.

4.4 Incitation à action des pouvoirs publics

Ce projet s'est voulu dès le départ une recherche action. Ainsi, dès le départ de la mise en œuvre du projet, les décideurs ont été associés au projet. Ainsi, le lancement de ce projet s'est fait en présence de Madame le ministre en charge du Plan et de Développement et en présence de l'ambassadeur du Canada en Côte d'Ivoire.

Le comité de pilotage du projet est présidé par le directeur de cabinet de Madame le Ministre du Plan et de développement. Aussi, les membres du CP ont été choisis dans des ministères ou structures devant jouer un rôle dans l'utilisation des résultats de recherche.

Une autre exposition des résultats de la recherche a été faite au cours d'une conférence internationale sur le genre, organisée à Abidjan les 25 et 26 novembre 2021 au plateau avec l'UEMOA et le soutien indéfectible du CRDI. Un rapport de l'atelier a été rédigé et partagé à l'ensemble des participants. À la suite de cette conférence, un questionnement de suivi a été rédigé et quelques points positifs sont à noter :

- Les répondants ont trouvé le colloque enrichissant pour leurs activités actuelles ;
- Les répondants ont trouvé le colloque pertinent par rapport au besoin de leur institution ;
- Les répondants ont trouvé le colloque pertinent pour l'apport de nouvelles informations dans leur activité ;

Au vu des résultats du sondage (présenté ci-dessous), il est nécessaire de présenter deux cas d'usage des résultats du projet. Un participant du colloque en provenance du ministère de l'économie du Burkina Faso déclare avoir initié un projet le développement d'un projet sur le travail non rémunéré et l'autonomisation économique des femmes pour arriver à la capture du dividende démographique.

Un autre participant, cette fois-ci, du ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant du Niger déclare avoir rédigé une note de synthèse à ses supérieurs hiérarchiques sur la nécessité de la production des données statistiques en matière de genre. De plus, des formations ont été facilitées pour des cellules genre des Ministères sectoriels en Planification et budgétisation sensibles au genre. Ci-dessous une vue des résultats du sondage à la suite du colloque.

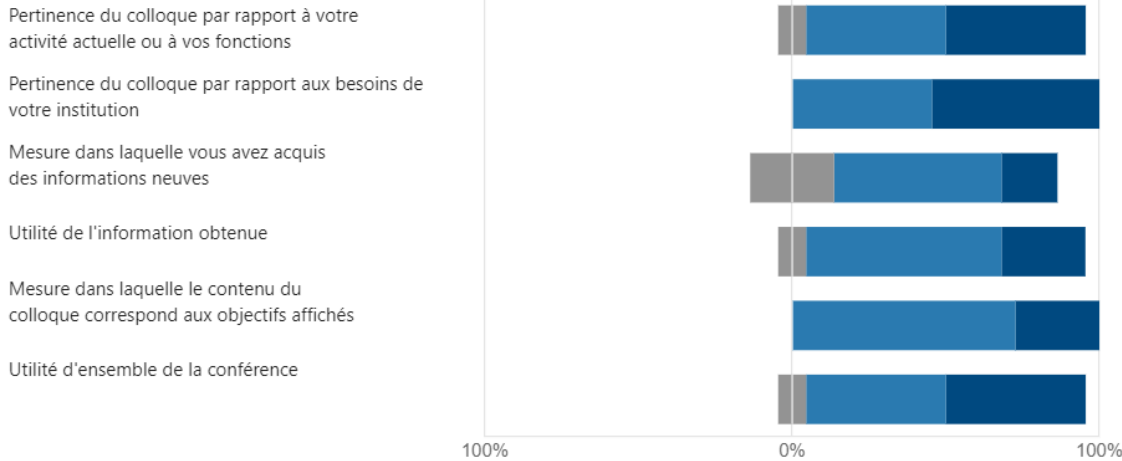
Figure 8 : Résultats Partiels du sondage à la suite du colloque international d'Abidjan

6. **Pertinence par rapport à votre activité**

(0 point)

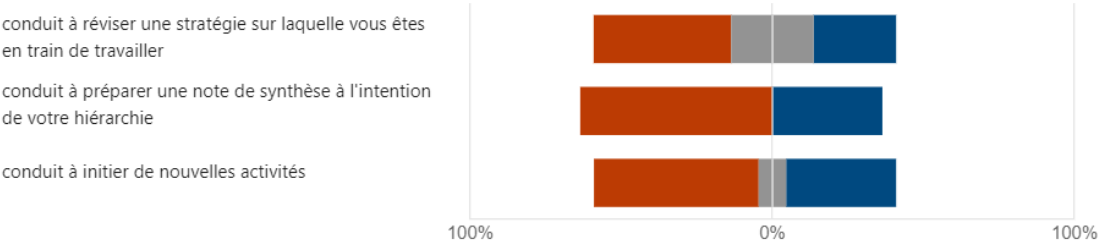
Sur une échelle allant de 1 à 5 (le chiffre 1 correspond à « non satisfaisant », le chiffre 5 à « très satisfaisant »), quelle note donneriez-vous aux éléments suivants :

[Plus de détails](#)



8. Dans quelle mesure les activités du colloque ont ... ? (0 point)

[Plus de détails](#)



Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

4.5 Extrants du projet

Au terme de la mise en œuvre de ce projet, les objectifs en termes d'extrants attendus ont pu être réalisés. Les extrants attendus étaient :

- La réalisation d'un desktop Review ;
- La rédaction d'articles par les chercheurs ;
- La rédaction d'une thèse par article et par doctorant ;
- La publication ou acceptation de publication des documents de recherche ;
- L'élaboration de note de politique ;
- La conception d'une page web pour communiquer sur le projet ;
- La constitution d'une base de données statistiques ;
- La rédaction de rapports semestriels et final du projet. ;

Bien que l'équipe de mise en œuvre du projet ait connu quelques difficultés, les extrants ont pu être atteints dans leur ensemble. Aussi, l'équipe travaille à finaliser les points non achevés. Le point des réalisations est donné ci-dessous :

Tableau 12 : Les extrants obtenus du projet

EXTRANTS	Attendu	Obtenu
Elaboration d'une page web pour communiquer sur le projet	1	1
Base de données statistiques	1	-
Desktop Review	1	1
Articles chercheur*	14	11
Articles de thèse par doctorant*	4	9
1 publication ou acceptation de publication par chercheur avant la fin du projet	7	3 ⁵
Rapports semestriels	6	6
Policy briefs	14	14 ⁶
Rapport général du projet	1	1

* les articles sont soit des documents de travail soit des travaux publiés dans des revues à comité de lecture.

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

⁵ En cours d'évaluation

⁶ En cours de finalisation

5 Les difficultés rencontrées

Le projet est entré en vigueur le 1er mars 2018 et a été officiellement lancé le 27 septembre 2018. Toutefois, des ralentissements dans la mise en œuvre du projet ont contraint à une restructuration en vue de la reprise et de l'accélération des activités dudit projet.

Il faut noter que le porteur initial du projet a eu une promotion en tant que conseiller du ministre du budget puis en tant que directeur de cabinet du ministre du commerce. Cette nomination a dû conduire à une restructuration non prévue de l'équipe projet. Aussi, certains des chercheurs initialement prévus pour travailler sur le projet ont dû, par contrainte de disponibilité, se retirer du projet.

Aussi, l'équipe de recherche a dû faire face à la COVID-19, comme la plupart des institutions. En effet, l'ENSEA, à l'instar, de plusieurs institutions a dû prendre des mesures contre la COVID-19, ayant conduit à la fermeture de l'institution pendant un certain nombre de mois. Ces mesures et la situation générale liée à la pandémie ont eu un impact sur les activités du projet. L'ENSEA remercie par la même occasion le CRDI, non seulement pour le financement de ce projet mais également pour le fait d'avoir accordé à l'équipe une rallonge de temps lui permettant d'atteindre les résultats actuels.

6 Les perspectives de poursuite du projet

Dans la suite de mise en œuvre du projet, l'équipe projet se donne encore six (6) mois pour atteindre les résultats suivants :

- Finaliser les notes de politique et le rendre disponible aux décideurs ;
- Organiser une séance de tables rondes avec la presse pour communiquer sur les résultats de la recherche ;
- Contacter la commission des affaires sociales et culturelles de l'Assemblée nationale pour leur remettre les conclusions des évidences scientifiques du projet et exprimer le besoin de prendre des mesures dans l'optique de la réduction des inégalités.

7 Conclusion

La conduite du projet « *Tirer profit du dividende genre pour accélérer la croissance économique en zone CEDEAO* » par l'ENSEA, a été une riche expérience pour l'équipe projet. Au terme de la mise en œuvre de ce projet, des recommandations sont faites pour une meilleure prise en compte de la femme pour une croissance économique plus importante.

L'implication des acteurs, des membres des ministères et organismes de la sous-région vise à influencer sur les politiques en faveur de la réduction des inégalités du genre, de même que les activités prévues par l'équipe projet dans les perspectives, particulièrement , la mise à disposition des résultats aux décideurs sous forme de notes de politiques, la vulgarisation des résultats par le moyen de la presse et enfin la remise d'un rapport des conclusions des évidences à la commission des affaires sociales et culturelles de l'Assemblée nationale.

Du point de vue des extrants, l'on peut noter la production d'une quinzaine de documents de travail, s d'articles en voie de publication, et d'une formation à l'endroit de jeunes chercheurs par le biais d'une initiation de trois (3) doctorats en cours (dont 1 en instruction et deux en voie de finalisation).

Annexes

Annexe : Personnes présente à la réunion du CP

Tableau 13 :Liste des personnes présentes au CP du 11 Mai 2021

N°	STRUCTURES	Nom & Prénom(s) du représentant	FONCTION
1.	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	YEO NAHOUA	Directeur de Cabinet
2.	ENSEA	KOUADIO K. HUGUES	Directeur
3.	CONVENTION DE LA SOCIETE CIVILE IVOIRIENNE	N'DRI VERONIQUE	Vice-Présidente ANOPACI Sec Aff. Étrangère CSCI
4.	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE INSERTION PROFESSIONNEL ET DU SERVICE CIVIQUE	M'BRA LOUKOU GILDAS	Chargé De Communication Cellule Genre
5.	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE INSERTION PROFESSIONNEL ET DU SERVICE CIVIQUE	AHOUA SATA	Conseiller
6.	MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT	YAO MAX LANDRY	Sous-Directeur Dir. Gen. de l'Enfant
7.	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE	KOUADIO BENIE MARCEL	Conseiller
8.	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	Mad. COULIBALY née ANOUMAN REBECCA	Sous-Directeur Dir. Gen. de l'Économie
9.	CONFEDERATION GENERALE DES GRANDES ENTREPRISES DE CÔTE D'IVOIRE (CGECI)	Mad AMON née MENIN DESIREE	Responsable des Etudes Statistiques
10.	ENSEA	SORO NAHOUA MOUSSA K. RICHARD GBENRO NATHANIEL GAKPA LEWIS	ENSEIGNANT-CHERCHEUR

Source : Projet Dividende démographique et Genre, ENSEA

Annexe : Programme de la conférence Internationale d'Abidjan

Jour 1

8:00 -9 :00 : Arrivée des invité.e.s et participant.e.s avec mise en place

9 :00-9 :30 Arrivée des personnalités

9 :30-10 :00 : Arrivée des officiel.le.s

10 :00 – 10 :45 : Cérémonie officielle d'ouverture

- Mots de bienvenue de Mme La Ministre du Plan et du Développement
- Discours de l'ambassadeur du Canada à Abidjan
- Discours du Commissaire au Développement Humain de l'UEMOA
- Discours du SG-PR de Côte d'Ivoire ou son représentant
- Photo de famille

10 :45 – 11 :15 : Pause-café

11 :15-12 :15 : Panel de haut niveau

Inégalités de genre et autonomisation de la femme en Afrique de l'Ouest : Un état des lieux

- Mme Erin Tansey – Directrice Économies Inclusive et Durables CRDI : État des connaissances sur l'autonomisation des femmes dans un contexte de transition énergétique et de Covid-19 (vidéo conférence)
- Mme Antonia Ngabala Sodonon- ONU Femmes Côte d'Ivoire (vidéo conférence ?)
- Mme Nathalie Gahunga - Direction du genre BAD : Autonomisation de la femme dans des contextes fragiles ou d'urgence humanitaire
- Fatime Christiane N'Diaye, Spécialiste principale Genre-Egalité-Diversité BIT – Les femmes et le marché du travail en zone UEMOA
- UNECA- Les comptes nationaux et la prise en compte de la production domestique
Modération : Dr Barbara – Directrice Genre UEMOA

Ce panel jettera les bases du colloque en faisant un état des lieux des inégalités de genre dans l'espace UEMOA. Il est attendu une mise en perspective des conséquences potentielles de la situation actuelle, et notamment des implications pour le développement de la sous-région. Le panel sera l'opportunité pour divers partenaires des pays membres de l'UEMOA de partager leurs expériences de travail avec les responsables de politiques publiques pour la promotion des égalités de genre. Il permettra également de faire le point des connaissances sur la promotion de l'autonomisation économique de la femme dans un contexte de transition vers des économies à faible empreinte carbone.

12 :15 – 13 :30 - Pause déjeuner

13 :30 – 14 :30 – Budgétisation sensible au genre et croissance économique dans l'UEMOA

- ENSEA – Présentation résultats de recherche
- Ministère du Budget CIV – Pr Kehou Yaya
- Prof Dramani – CREG : La nomenclature budgétaire

- CRES
 - Banque Mondiale
- Modération : Directeur des finances publiques - UEMOA

La budgétisation sensible au genre (BSG) est l'application de la dimension genre dans tout le processus budgétaire afin de réduire les inégalités de genre. Le panel permettra de prendre connaissance d'analyses conduites par des experts de la sous-région et permettant de mieux apprécier la contribution potentielle d'une telle approche à la croissance économique des pays de l'UEMOA.

Ce panel présentera donc d'une part les enjeux et défis de la BSG et indiquera d'autre part des exemples de bonnes pratiques en la matière ; démontrant comment cette BSG pourrait constituer un levier de croissance économique inclusive dans l'UEMOA. Des pistes d'action seront identifiées à cette fin.

14 :30-15 :30 - Travail non rémunéré, segmentation du marché du travail, genre et croissance économique

- ENSEA – Présentation de résultats de recherche
- Directeur de l'emploi - Ministère de l'Emploi CIV
- Dr Barbara – Directrice genre UEMOA
- Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire

Modération : Prof Kouakou Clément

Dans un contexte de forte participation des femmes au marché du travail, ce panel permettra de mieux cerner les difficultés spécifiques auxquelles sont confrontées les femmes et qui limitent la mobilisation de leur potentiel économique pour la stimulation de la croissance économique dans l'espace UEMOA. En juxtaposant l'économie marchande et l'économie non marchande, il mettra en exergue les inégalités de genre sur le marché du travail et son impact sur la croissance économique, notamment du fait du travail domestique non rémunéré et de la segmentation du marché de travail reléguant les femmes au secteur informel ou aux activités à faible valeur ajoutée. Des propositions concrètes seront faites pour remédier à cette dynamique afin que se concrétise le dividende genre dans les pays de l'UEMOA.

Jour 2

09 :00-10 :00 : Dividende démographique, genre et croissance économique

- ENSEA : Présentation des résultats de recherche
- Office National de la Population de Côte d'Ivoire
- Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)
- Prof Dramani

Modération : Mr LIEVIN – Secteur Privé

Le dividende démographique peut être défini comme le gain de croissance économique qui pourrait résulter d'une évolution de la structure par âge de la population. L'objectif de ce panel est de présenter l'état du dividende démographique des pays de l'espace UEMOA et celui des inégalités de genre dans le processus de changement de la structure par âge et par sexe des populations. Les canaux par lesquels le dividende démographique influence sur la croissance économique seront exposés, ainsi que les gains de croissance qui pourraient être réalisés en cas de réduction des inégalités entre les hommes et les femmes. Des recommandations seront formulées à l'intention des responsables de politiques désireux de tirer profit du dividende démographique pour la stimulation de la croissance économique en zone UEMOA.

10 :00-11 :00 : Genre, données statistiques et planification du développement

- Institut National de la Statistique de Côte d'Ivoire
- Ministère du plan de Côte d'Ivoire – Directeur Général du plan et de la lutte contre la pauvreté
- Dr Kobyagba - Ministère du plan Burkina
- Michelle Seroussi, conseiller régional pour la statistique genre chez ONU Femmes

Modération : Prof Kimou Carlos

Cette session permettra de mieux comprendre le rôle de la planification dans la réduction effective des inégalités hommes-femmes nécessitant. Cette planification nécessitant des données fiables et pertinentes, la session sera l'opportunité d'échanger sur les dispositifs institutionnels à mettre en place pour une collecte et une exploitation optimale des données statistiques intégrant les considérations de genre. Elle permettra également de poser la question du suivi et de l'évaluation des progrès réalisés dans l'opérationnalisation de la planification arrêtée

11 :00 – 11 :15 - Pause-Café

11 :15-12 :15 : Investir dans la petite enfance pour libérer la femme

- Prof Kimou Carlos: Quels investissements dans la petite enfance dans l'espace UEMOA ? (Présentation résultats de recherche)
- Mme Tanoh Florence, Ministère de la famille, de la femme et de l'enfant de Côte d'Ivoire
- ONU-FEMMES (Dakar – vidéo conférence)
- Les garderies mobiles au Burkina Faso (projet CAPEC)

Modération : Prof Alban Ahouré

Ce panel débattrait de la problématique de la disponibilité et de l'accessibilité des services à la petite enfance perçus comme indispensables à la libération du potentiel économique des femmes. Il permettra de mieux en cerner les enjeux socio-économiques, mais aussi de faire l'état des lieux dans l'espace UEMOA. Les discussions permettront de tirer des enseignements pour éclairer l'action publique sur la base des données disponibles et de l'expérience de la pratique.

12 :15-13 :00 Panel de clôture

- Direction régionale CRDI (vidéo conférence)
- Direction genre UEMOA
- Direction ENSEA / Direction de la planification – Ministère du Plan de Côte d'Ivoire
- Direction genre – Ministère de la Famille Côte d'Ivoire

13 :00 – 14 :30 - Déjeuner

Annexe : Matériels acquis sur le projet

Spécifications techniques	Quantité
PC Portable • CPU : Intel Core i7 (7ème génération) 7500U - 3.7 GHz • Type de Produit : Ordinateur portable avec Sac et souris • 15.6" - 1920 x 1080 (Full HD) • RAM : 8 Go (1 x 8 GB) • 1 To HDD SATA - 5400 tours-min • Processeur graphique : NVIDIA GeForce 930MX - Intel HD Graphics 620 - 2 Go DDR3 SDRAM • Interfaces: USB 3.0, 2 x USB 2.0, USB-C, HDMI, Prise combo casque-microphone, LAN, VGA	02
MAC • Écran rétroéclairé par LED de 13,3 pouces • 8 Go de mémoire intégrée LPDDR3 à 2 133 MHz • SSD de 512 Go • Processeur graphique : Intel Iris Plus Graphics 655 Connectivité Wi-Fi 802.11ac ; compatible IEEE 802.11a/b/g/n Système d'exploitation : MacOS Batterie lithium-polymère intégrée de 58 W/h Adaptateur secteur USB-C 61 W Batterie lithium-polymère intégrée de 58 W/h Adaptateur secteur USB-C 61 W	04
Disques durs externes • sauvegarde instantanée Alimentation par USB, transfert des données via une connexion USB 3.0 Capacité 1 To	07
Imprimante multifonctions Impression, copie, numérisation, télécopie 28 Ppm Ecran tactile	01
Vidéo projecteur Technologie : 3LCD , Luminosité : 3600 lumens Résolution : WUXGA, 1920 x 1200, Full HD Connectivité : Wifi, 2x Entrée HDMI, Entrée VGA, USB 2.0 type B, Type A	01